

ENQUÊTE ESG 2021



**ESG : LES INVESTISSEURS
INSTITUTIONNELS ET GESTIONNAIRES
D'ACTIFS VONT DE L'AVANT**



BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change

Équipe éditoriale

Trevor Allen,
Sustainability Research Analyst, Markets 360,
BNP Paribas Global Markets

Emmanuelle Aubertel,
ESG Markets Advisory,
BNP Paribas Global Markets

Alexandra Basirov,
Global Head of Sustainable Finance,
Financial Institutions Coverage,
BNP Paribas

Matthew Craig,
Senior Consultant,
CoreData Research

Vera Delvoye,
Asset Owners Segment Strategy Lead,
BNP Paribas Securities Services

Liam Hammond,
Global Marketing Manager,
Sustainable Finance,
BNP Paribas Securities Services

Jean-Philippe Hecquet,
Head of Sustainability and Data Science,
Investment Analytics,
BNP Paribas Securities Services

Kate Spencer,
Head of Content,
BNP Paribas Securities Services

Angele Spiteri Paris,
Senior Research Consultant,
CoreData Research

Contributeurs additionnels

Emma Crabtree,
Head of Sales EMEA Asset Managers, Asset
Owners & Alternatives,
BNP Paribas Securities Services

Florence Fontan,
Head of Company Engagement
and General Secretary,
BNP Paribas Securities Services

Franck Lambert,
Head of Marketing and Communications,
BNP Paribas Securities Services

Florence Lubineau,
Head of Central Banks and
MDBs/Supranationals for Europe
Official Institutions Coverage,
BNP Paribas CIB

Caroline Lumley,
Head of External Communications,
BNP Paribas Securities Services

Nigel Morriss,
Chief Executive Officer,
Operational Risk Consulting Limited

Delphine Queniart,
Global Head of Sustainable Finance
and Solutions,
BNP Paribas Global Markets

Rory Wilson,
Commercial Director,
CoreData Research

Daniel Zorrilla Fernandez,
Senior Research Consultant,
CoreData Research

SOMMAIRE

4

AVANT-PROPOS

5

INTRODUCTION

6

CONSTATATIONS CLÉS

10

PARTIE 1 : AU TOURNANT
D'UNE NOUVELLE ÈRE
POUR L'ESG

18

PARTIE 2 : ACCÉLÉRATION :
LES TRAJECTOIRES « ZERO
EMISSION NETTE » ET LE
« S » DE ESG

28

PARTIE 3 : LE POINT DE
NON-RETOUR ET LA VOIE À
SUIVRE À SUIVRE

46

CONCLUSION

48

À PROPOS DE CETTE ENQUÊTE

50

GLOSSAIRE



AVANT-PROPOS

La transition vers une économie équitable, responsable et durable est le défi le plus important et le plus pressant de notre époque. Les avertissements, notamment ceux du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat dans son dernier rapport daté d'août 2021, témoignent de l'urgence de la lutte contre le changement climatique.

Les institutions financières ont un rôle majeur à jouer pour soutenir cette transition, en accordant des financements aux industries durables et en aidant les investisseurs à orienter leurs capitaux vers des investissements qui génèrent des bénéfices ESG mesurables.

Dans cette troisième enquête commanditée par BNP Paribas, nous examinons les changements intervenus depuis la publication de notre premier rapport en 2017 et vous aidons à décrypter la situation actuelle de l'industrie et à identifier les prochaines étapes et les défis à relever.

Nous espérons également que cette enquête alimentera vos réflexions en amont de la COP26.



Florence Fontan

Head of Company Engagement
and General Secretary,
BNP Paribas Securities Services



Delphine Queniat

Global Head of Sustainable Finance
and Solutions for Global Markets,
BNP Paribas



INTRODUCTION

En 2017, nous avons voulu comprendre comment les investisseurs institutionnels et les gestionnaires d'actifs envisageaient d'intégrer les facteurs ESG. Nos résultats, présentés dans notre première enquête de 2017, se sont avérés encourageants, démontrant un engagement en faveur de l'ESG malgré une faible intégration dans les faits.

En 2021, la troisième édition de notre enquête dresse un tableau différent, celui d'une industrie à l'aube d'une accélération en matière d'ESG. Sous l'impulsion des gouvernements qui s'efforcent d'atteindre les objectifs fixés par l'Accord de Paris, des nouvelles réglementations et de la prise de conscience sociale liée à la pandémie de Covid, les investisseurs institutionnels et les gestionnaires d'actifs renforcent leur engagement en matière d'investissement ESG et de neutralité carbone.

Toutes les organisations étant désormais familiarisées avec l'intégration des enjeux ESG, le temps où les spécialistes de l'ESG travaillaient seuls est révolu. Ils travaillent désormais le plus souvent aux côtés des équipes d'investissement, afin de guider leurs décisions. L'époque où le filtrage négatif (« negative screening ») était l'outil de prédilection pour lutter contre les mauvaises gouvernances et les entreprises polluantes est elle aussi passée. Aujourd'hui, c'est plutôt l'investissement thématique qui gagne du terrain, contribuant ainsi à l'évolution de l'investissement responsable.

Bien entendu, des défis subsistent, notamment les difficultés liées à l'approvisionnement en données de qualité, identifiées comme le principal obstacle depuis notre enquête de 2017. Néanmoins, des solutions émergent.

Dans cette enquête, nous mettons en lumière les points suivants :

- 1 **la manière dont les approches ESG gagnent en maturité.** Cette dynamique se reflète dans la part des investissements ESG et des stratégies d'investissement qui vont au-delà du filtrage négatif ;
- 2 **les différences régionales entre l'Europe, l'Amérique du Nord et la région Asie-Pacifique (APAC)** quant aux motivations du recours à l'ESG par les institutions financières, leurs approches en matière de réglementation et leurs actions vis-à-vis du changement climatique ;
- 3 **les ambitions des institutions financières en faveur de l'objectif « zéro émission nette ».** Pour ce faire, nous avons identifié trois groupes d'investisseurs dont l'engagement diffère. Ces groupes présentent des caractéristiques spécifiques en matière d'actifs sous gestion, d'utilisation des standards ESG, et de compréhension de la réglementation. Nous comparons également les facteurs d'intégration par rapport à 2019, tels que la performance, la réputation, le risque et les attentes des parties prenantes ;
- 4 **les solutions possibles au défi posé par les données,** en analysant notamment leurs sources, la recherche, la réglementation et le rôle du gestionnaire d'actifs.

Nous espérons que ce rapport contribuera à favoriser les discussions, la collaboration et l'action dans le secteur des services financiers, en aidant les investisseurs institutionnels et les gestionnaires d'actifs à atteindre des objectifs tels que les Objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies ainsi que celui du « zéro émission nette ».

CONSTATATIONS CLÉS

SAISIR LES OPPORTUNITÉS

Plus de 75 % mais moins de 100 %



En l'espace de
deux ans, depuis
2019



Aujourd'hui, en
2021



D'ici deux ans,
à compter de
2021

100 % – nous intégrons les critères ESG dans tous nos investissements



En l'espace de
deux ans, depuis
2019



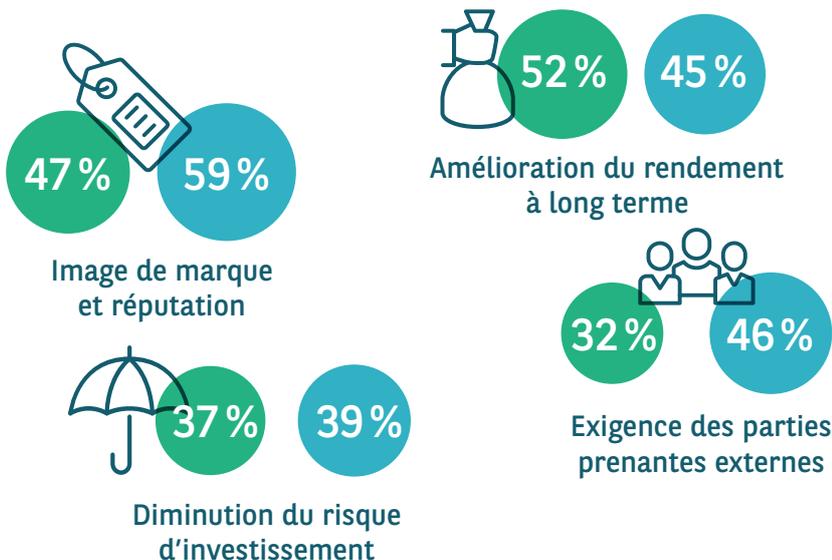
Aujourd'hui, en
2021



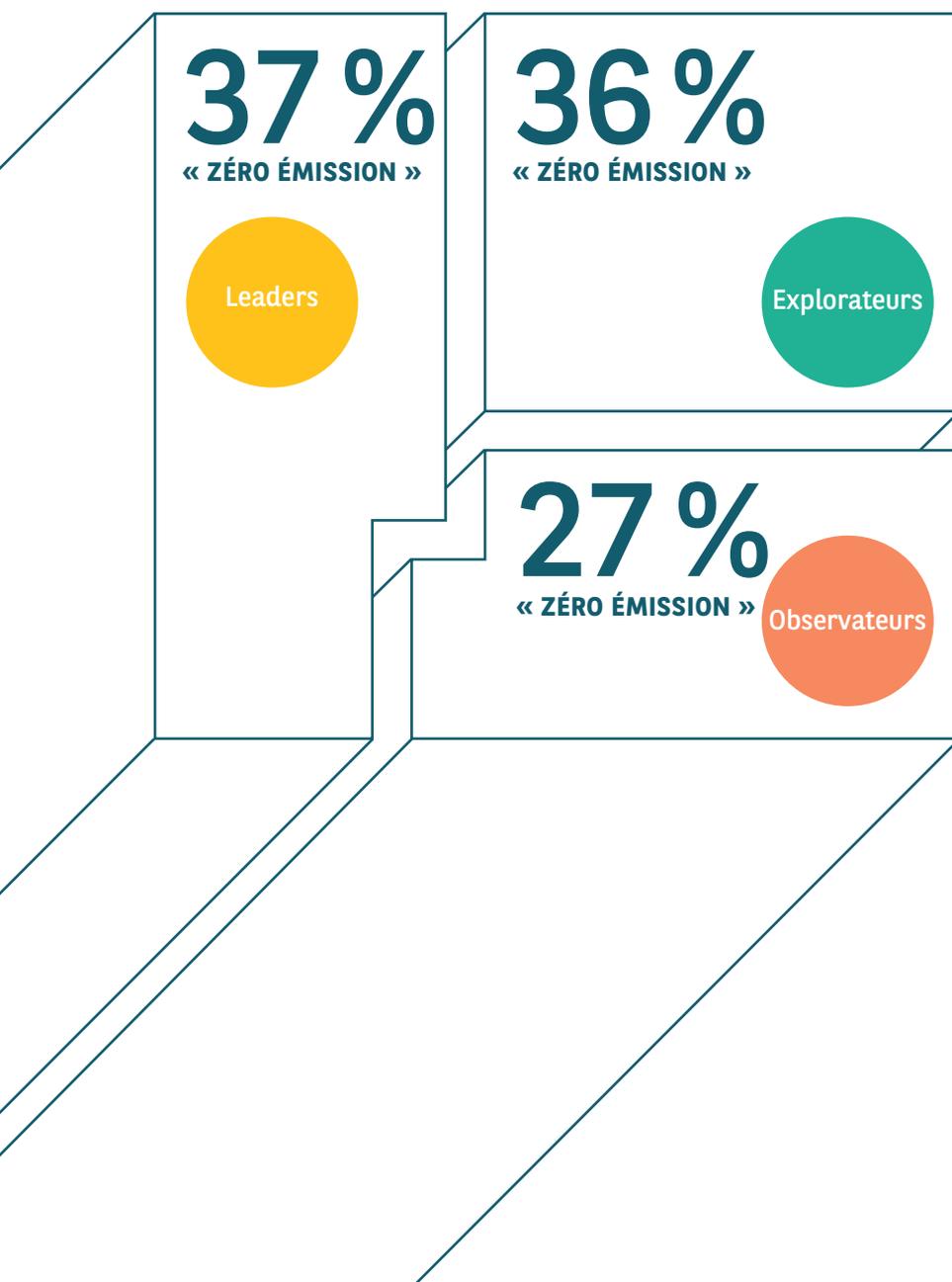
D'ici deux ans,
à compter de
2021

- 1 Une maturation ESG plus rapide que prévu.** Dans le cadre de notre enquête de 2019, pas un seul répondant n'envisageait un avenir dans lequel plus de 75 % du portefeuille d'un investisseur intégrerait des facteurs ESG à l'horizon 2021. Aujourd'hui, c'est 22 % des investisseurs interrogés qui intègrent l'ESG dans au moins 75 % de leurs portefeuilles, et ce chiffre devrait augmenter dans les deux prochaines années.

● 2019 ● 2021



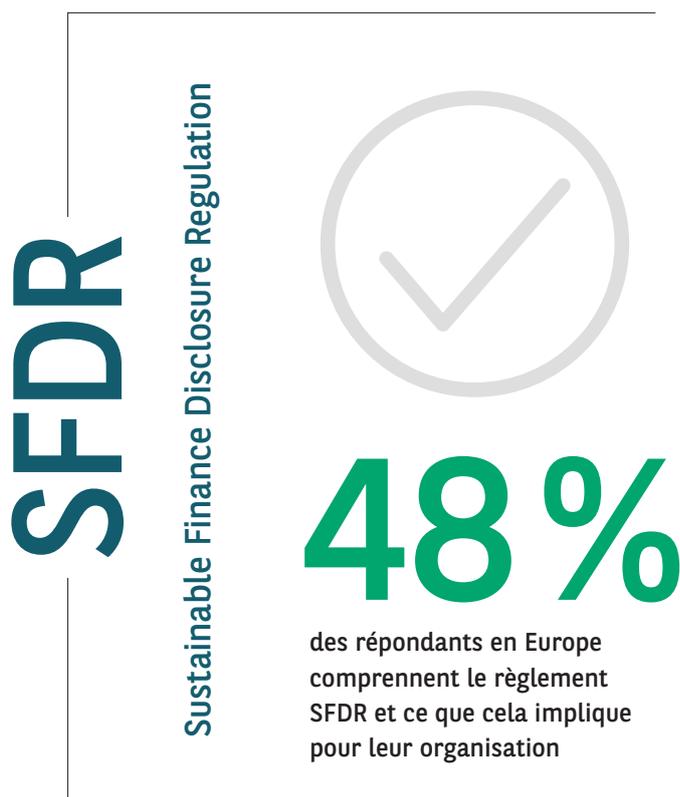
2 Les principales motivations de l'investissement ESG. Le critère relatif à la marque et à la réputation a dépassé celui lié à l'atteinte d'un meilleur rendement en tant que principal moteur de l'intégration ESG. Les investisseurs cherchent à atténuer les risques en investissant auprès d'entreprises dont ils partagent les valeurs, tout en générant de la valeur financière.



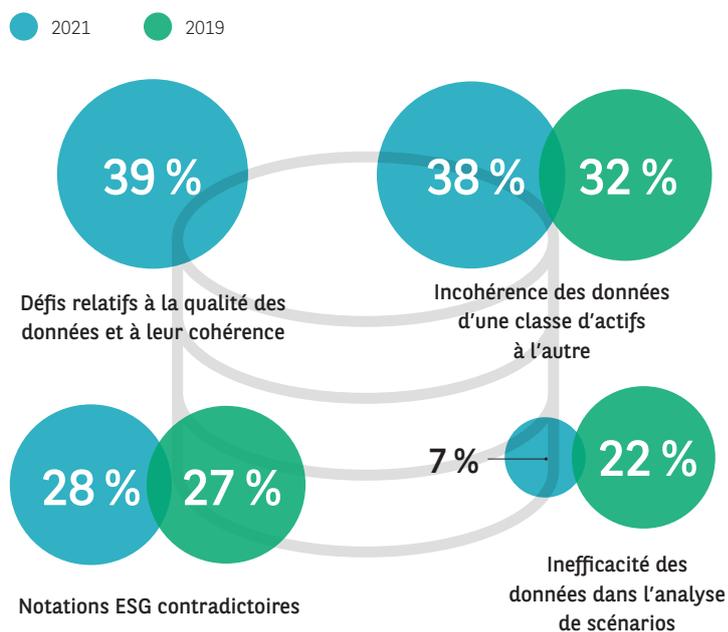
3 Le coup d'accélérateur de l'objectif «zéro émission nette». Nous avons identifié trois groupes d'investisseurs en fonction de leur trajectoire actuelle vers le «zéro émission nette». Chaque groupe présente des caractéristiques spécifiques. Bien que nous ayons identifié des chefs de file, que nous appellerons ici des «leaders», les trois groupes sont confrontés à des défis de mise en œuvre.



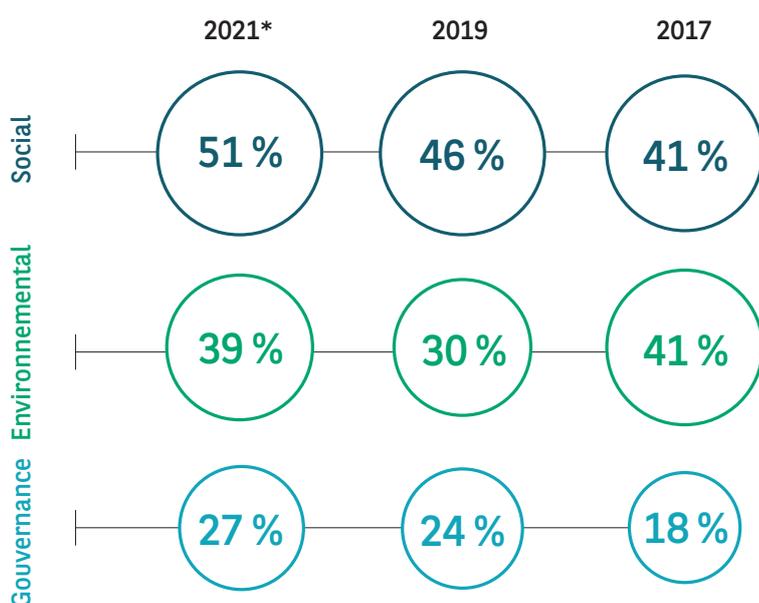
GÉRER LES DÉFIS



4 **La réglementation, encore la réglementation et toujours la réglementation. Les débuts du règlement SFDR.** Près de la moitié des répondants en Europe déclarent comprendre le règlement SFDR et ce que cela signifie pour leur organisation. Cela reflète le déploiement progressif entrepris par l'UE - la mise en application la plus importante devant avoir lieu en 2022 - et le fait que les investisseurs institutionnels attendent les détails des exigences finales, qui sont toujours en cours d'élaboration.

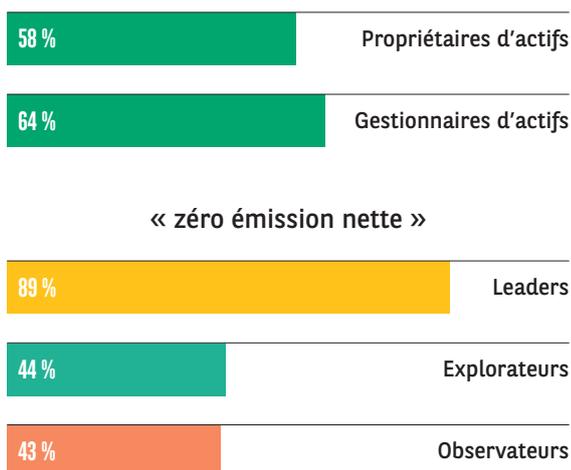


5 **Les données : un obstacle à l'intégration des facteurs ESG.** Les données restent le principal frein à l'intégration. En 2021, 59 % des répondants citent les difficultés liées aux données parmi les deux obstacles majeurs qui se présentent à eux. Par comparaison, en 2019, ce chiffre s'élevait à 66 %.



6 Le «S» de ESG – le laissé pour compte. Le pilier social de l'ESG reste le plus difficile à analyser et à intégrer. 51 % des répondants considèrent les facteurs sociaux comme les plus difficiles à intégrer, un chiffre qui s'inscrit dans la continuité des précédentes enquêtes. Les données sont plus difficiles à trouver et il existe un manque criant de normalisation autour des mesures sociales. Cette problématique intervient pourtant à un moment où le volet social gagne en importance pour les investisseurs finaux.

* Pour l'enquête de 2021, il a été demandé aux répondants de noter le E, S et G sur une échelle de 1 à 10 (10 signifiant extrêmement difficile à analyser et intégrer). Dans les enquêtes précédentes, les répondants avaient été invités à choisir lequel des trois piliers était le plus difficile à analyser et intégrer.

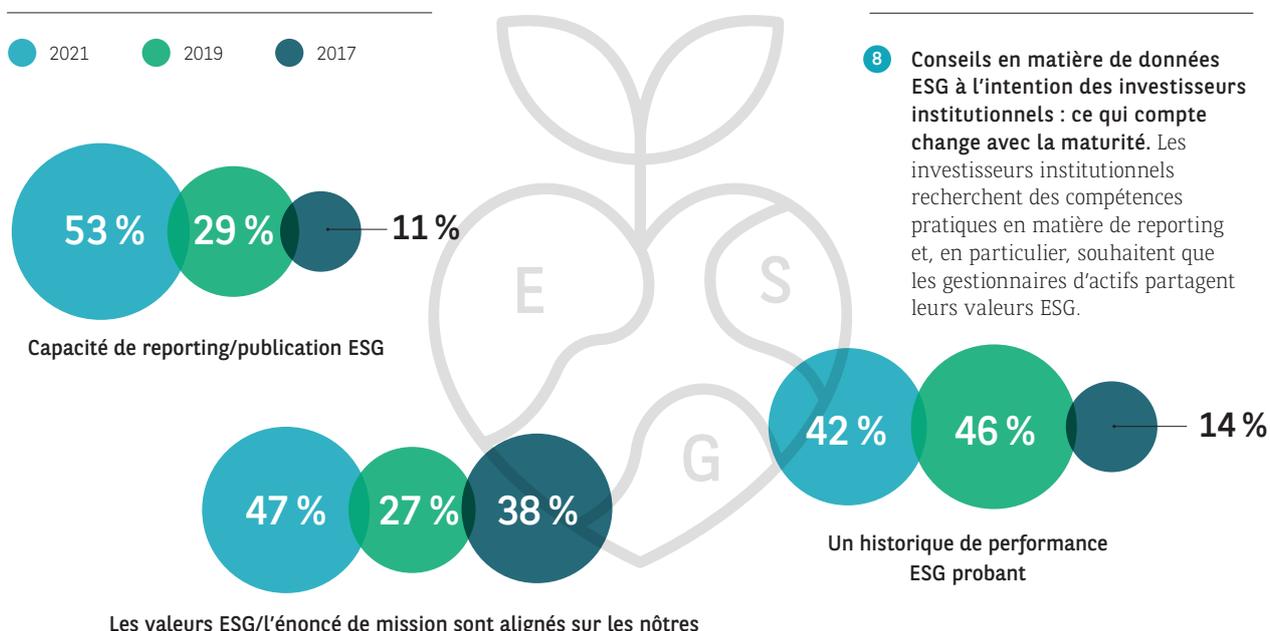


61%

des investisseurs s'impliquent auprès des entreprises dans lesquelles ils investissent dans le cadre de leur stratégie ESG

7 Le rôle grandissant de l'engagement des entreprises. Les investisseurs s'impliquent fréquemment auprès des entreprises dans lesquelles ils investissent. Cet engagement va au-delà du vote par procuration et inclut la participation à des réunions avec les entreprises en vue d'influencer leurs résultats en matière ESG. Dans le cadre de leur stratégie ESG, 61 % des investisseurs s'impliquent auprès des entreprises. Parmi eux, 64 % sont des gestionnaires d'actifs et 58 % des investisseurs institutionnels. Les leaders du « zéro émission nette » sont deux fois plus susceptibles de s'impliquer auprès des entreprises (89 %) que celles désignées comme exploratrices (44 %) et observatrices (43 %).

● 2021 ● 2019 ● 2017



8 Conseils en matière de données ESG à l'intention des investisseurs institutionnels : ce qui compte change avec la maturité. Les investisseurs institutionnels recherchent des compétences pratiques en matière de reporting et, en particulier, souhaitent que les gestionnaires d'actifs partagent leurs valeurs ESG.

PREMIÈRE

PARTIE :

AU TOURNANT

D'UNE NOUVELLE

ÈRE POUR L'ESG

En comparant les résultats de la présente étude avec celle de 2019, nous avons identifié des domaines dans lesquels l'investissement ESG a atteint un point critique de son évolution, à savoir la stratégie, les connaissances et la part du portefeuille qui lui est dévolue.

UNE PART PLUS IMPORTANTE DES PORTEFEUILLES D'INVESTISSEMENT INVESTIS DANS DES PLACEMENTS ESG

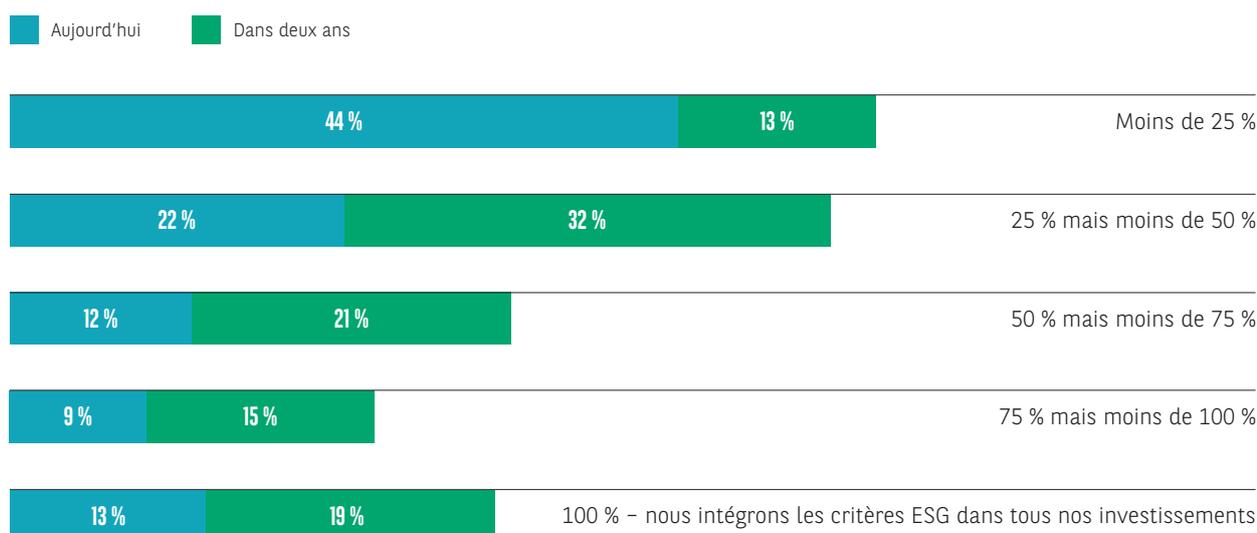
Les données de l'étude 2021 indiquent qu'un nombre croissant d'investisseurs mettent en œuvre leurs projets et objectifs via l'allocation d'une part plus importante de leurs portefeuilles sur des investissements orientés ESG.

En 2019, aucun répondant n'avait déclaré que son organisation avait intégré l'ESG dans la totalité de ses investissements. Aujourd'hui, plus d'un cinquième des investisseurs (22 %) déclarent que tout ou partie de leur portefeuille intègre des critères ESG. On assiste donc à une montée prodigieuse de l'engagement en faveur de l'ESG.

22 %

des investisseurs déclarent que la totalité ou la plupart de leurs portefeuilles intègre ESG

POURCENTAGE D'INVESTISSEMENTS DÉTENUS DANS DES FONDS/STRATÉGIES INTÉGRANT L'ESG



Quel pourcentage de vos investissements est détenu dans des fonds/stratégies intégrant des facteurs ESG? Et comment cette proportion évoluera-t-elle d'ici deux ans, si tant est que vous envisagiez de la faire évoluer?

Cet essor de l'investissement ESG peut susciter l'enthousiasme, mais il convient de souligner ce qui semble être un *Barbell effect*, c'est-à-dire une tendance au « tout ou rien ». Aujourd'hui, les deux tiers (66 %) des investisseurs intègrent l'ESG dans moins de la moitié de leur portefeuille, 44 % des répondants n'intégrant ces facteurs que dans un quart voire moins de leur portefeuille.

Au niveau régional, la région APAC accueille le plus fort pourcentage d'investisseurs (82 %) intégrant les facteurs ESG dans moins de la moitié de leur portefeuille. Cela est dû au fait que 75 % des entreprises en Chine et à Hong Kong recensent moins de 25 % d'actifs intégrant des facteurs ESG.

La zone APAC est suivie par l'Amérique du Nord (71 %) et l'Europe (50 %). Le Royaume-Uni accueille le pourcentage le plus élevé d'investisseurs intégrant l'ESG dans l'ensemble de leur portefeuille (30 %).

UN NOMBRE CROISSANT D'INVESTISSEURS PLACENT L'ESG AU CŒUR DE LEUR APPROCHE D'INVESTISSEMENT

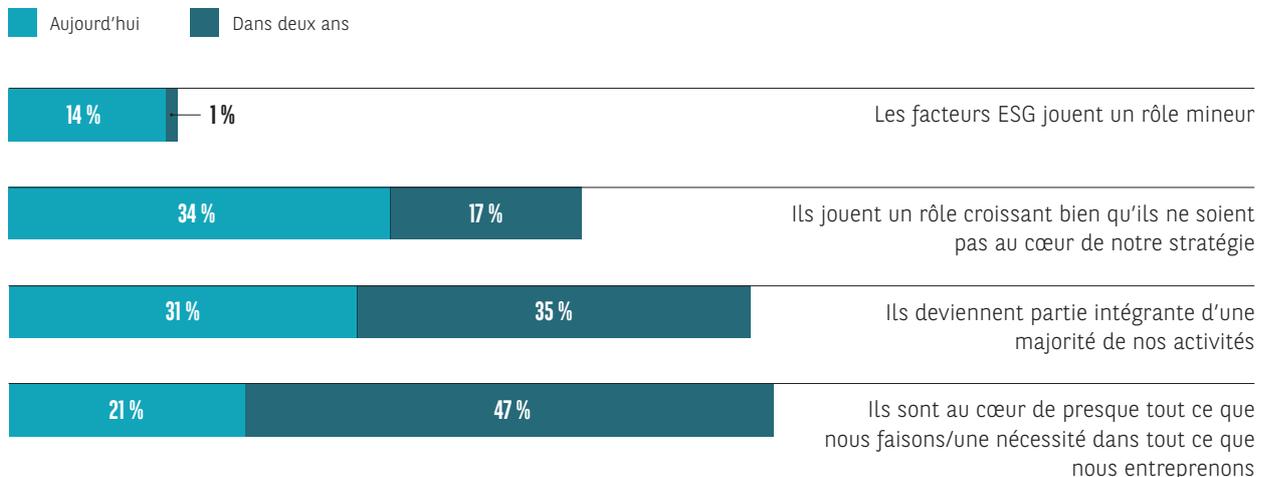
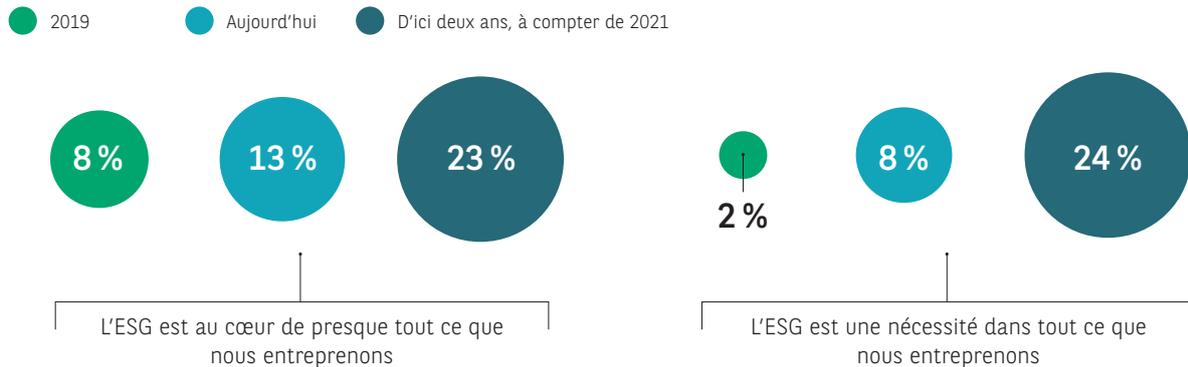
Les données montrent également l'essor de l'ESG en tant qu'approche d'investissement.

Plus d'un cinquième des répondants (21 %) estiment que l'intégration ESG est centrale ou indispensable à leur activité, contre seulement 10 % en 2019. Et près de la moitié (47 %) déclarent que l'ESG sera

tout aussi important dans deux ans.

Malgré cette tendance favorable, l'ESG joue encore aujourd'hui un rôle mineur ou en progression dans près de la moitié des organisations d'investisseurs (48 %). Ce chiffre devrait cependant tomber à 18 % d'ici deux ans. Bien que les investissements ESG se soient généralisés, les investisseurs institutionnels et les gestionnaires d'actifs doivent décider activement d'intégrer cette approche dans leur stratégie d'investissement, ce que bon nombre feront dans les deux années à venir.

RÔLE DE L'ESG DANS LA STRATÉGIE D'INVESTISSEMENT DE L'ORGANISATION



Lequel des énoncés suivants décrit le mieux le rôle des facteurs ESG dans la stratégie d'investissement de votre organisation et qu'en sera-t-il dans deux ans ?

1 Une ventilation complète des pays inclus dans la recherche est disponible à la section « À propos de cette enquête »



De plus en plus de membres de conseil d'administration, de PDG et de directeurs exécutifs comprennent désormais la valeur à long terme d'une réflexion et d'une création de valeur plus holistique pour toutes les parties prenantes.

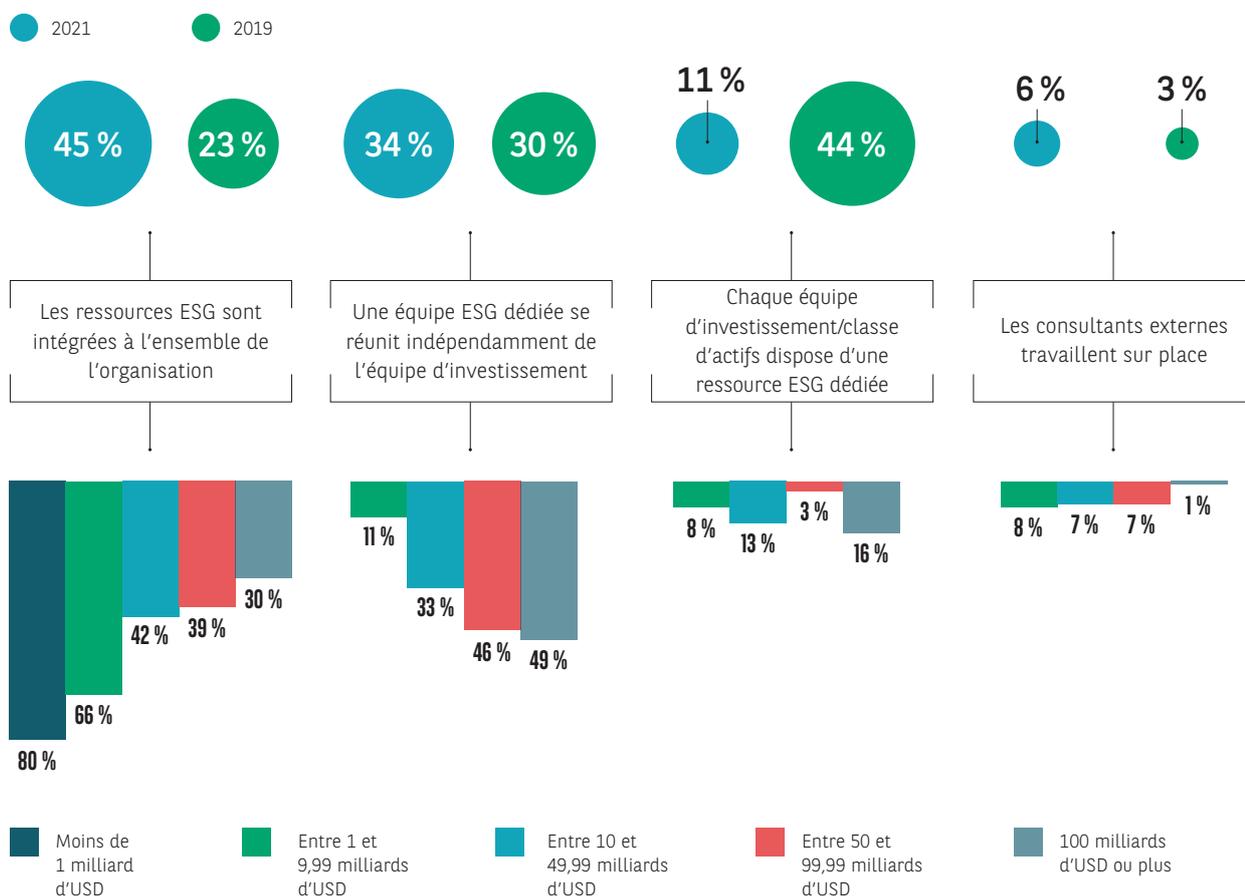
Eszter Vitorino,

Senior Responsible Investment Advisor,
Kempen Capital Management

SAVOIR-FAIRE : INTÉGRER L'ESG

Aujourd'hui, près de la moitié des investisseurs institutionnels et des gestionnaires d'actifs (45 %) affirment que leurs capacités ESG sont intégrées dans l'ensemble de l'organisation, soit près du double (23 %) du résultat constaté en 2019. C'est une bonne nouvelle qui témoigne de la diffusion du savoir-faire au sein des organisations au fur et à mesure que l'ESG devient partie intégrante de la stratégie de l'entreprise.

POSITIONNEMENT DES RESSOURCES ESG AU SEIN DE L'ORGANISATION



Quels énoncés parmi les suivants décrivent le mieux le positionnement des ressources ESG au sein de votre organisation ?

La taille d'une organisation en matière d'actifs a-t-elle un impact sur la localisation de ses connaissances ESG ? La réponse est oui. Les organisations dont l'encours sous gestion est plus faible sont davantage susceptibles d'intégrer l'ESG dans toutes les fonctions. Deux tiers (66 %) des établissements ayant des actifs sous gestion compris entre 1 et 9,99 milliards de dollars américains déclarent que l'activité ESG est intégrée à l'ensemble de leur activité, contre 30 % pour ceux en détenant 100 milliards ou plus.

Il est possible que les plus petits investisseurs soient venus plus récemment vers l'ESG, ce qui les rend davantage susceptibles d'avoir à intégrer l'approche dans toute leur organisation. Cette approche est considérée comme plus efficace que le cloisonnement de l'ESG au sein d'une équipe. Les données corroborent cette hypothèse, puisque 18 % de ce groupe ont commencé à intégrer l'ESG au cours des 12 derniers mois, et 37 % s'y sont mis au cours des 12 à 24 derniers mois.

En revanche, les plus grandes firmes ont été à l'avant-garde de l'investissement ESG, même si elles sont plus susceptibles d'avoir débuté leur aventure de l'ESG avec une équipe spécialisée. En effet, 48 % des deux plus grandes cohortes examinées disposent d'une équipe ESG indépendante de l'équipe d'investissement. Plus loin dans ce rapport, nous verrons comment le fait de disposer d'une équipe ESG dédiée indépendante de la fonction principale d'investissement est corrélé avec un cheminement plus avancé des investisseurs institutionnels et des gestionnaires d'actifs vers le cap du « zéro émission nette ».

En 2019, la banque centrale néerlandaise, De Nederlandsche Bank (DNB), est devenue la première banque centrale à signer les Principes pour l'investissement responsable (PRI), formalisant ainsi son engagement en matière d'ESG. Cela a modifié la façon dont l'engagement envers les objectifs ESG a évolué au sein de l'organisation.



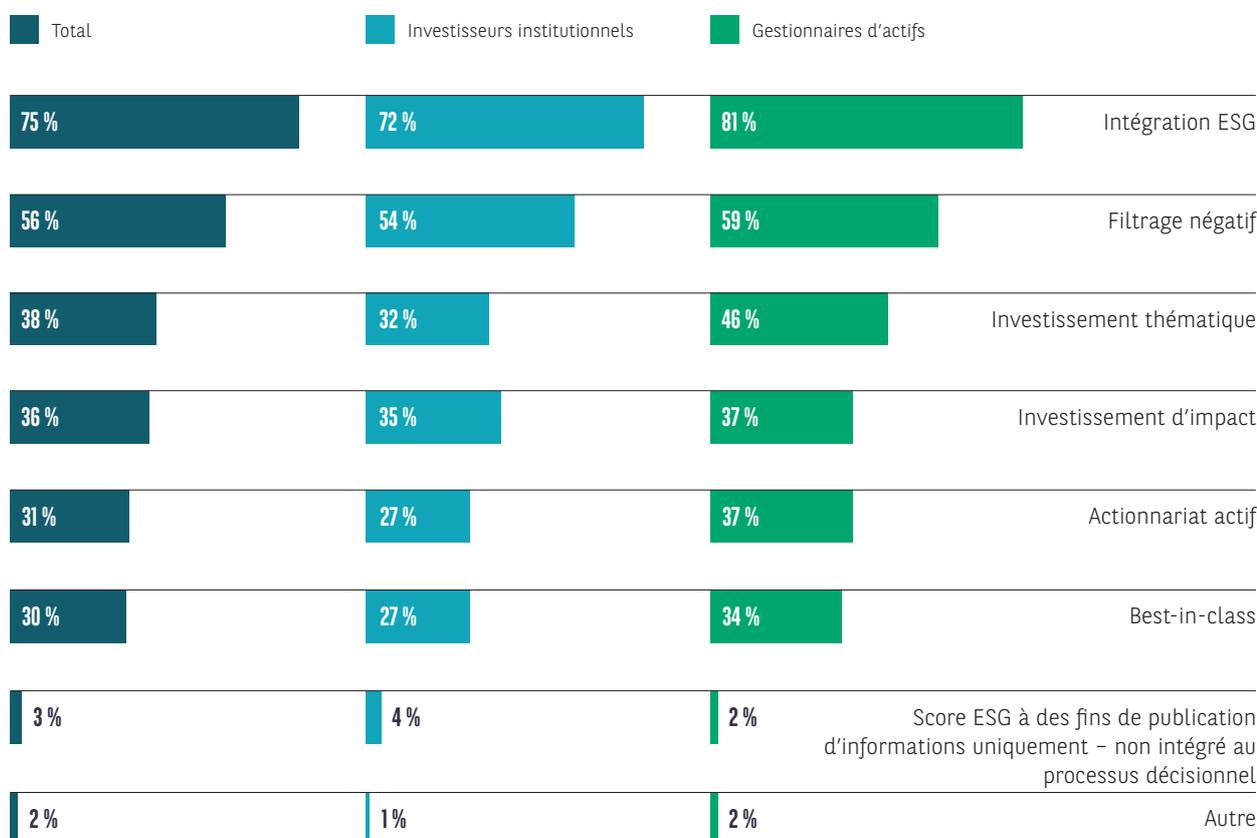
Étant donné que nous sommes également un superviseur, nous avons déjà porté une grande attention à ce sujet du point de vue de la supervision. Il y avait donc une forte prise de conscience au sein du conseil d'administration et nous pouvions nous réjouir du fait que nous considérions déjà l'ESG comme important. Ainsi, lorsque nous avons intensifié nos efforts ESG en matière de gestion d'actifs, cela a été bien accueilli, car nous n'avons pas eu besoin de convaincre le conseil que c'était une bonne idée.

Lisanne Cock, Sustainable investment specialist, DNB

DE VASTES POSSIBILITÉS AU-DELÀ DU FILTRAGE NÉGATIF

Signe que les approches arrivent à maturité, nos données montrent que le secteur délaisse le filtrage négatif comme principale approche de l'ESG, trois-quarts des investisseurs (75 %) faisant désormais de l'intégration² ESG leur approche de prédilection. En termes simples, au lieu de se contenter d'exclure les entreprises et certains secteurs de leurs stratégies d'investissement, les gestionnaires d'actifs et les investisseurs institutionnels intègrent désormais les facteurs ESG dans leurs analyses et décisions pour mieux gérer le risque et améliorer les rendements. Les gestionnaires d'actifs (81 %) devançant légèrement les investisseurs institutionnels (72 %) en la matière.

APPROCHES ESG

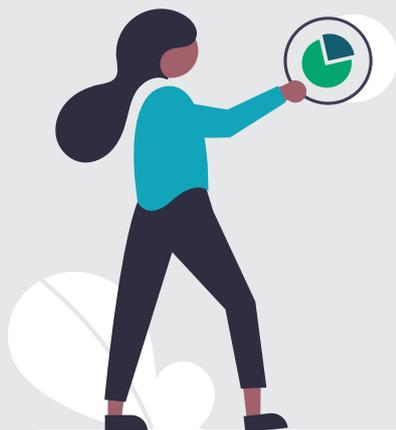


Quelles approches ESG parmi les suivantes employez-vous au sein de votre organisation ? Veuillez indiquer tous les choix applicables.

² Le processus d'intégration des facteurs ESG dans l'analyse et les décisions d'investissement afin de mieux gérer les risques et d'améliorer les rendements.

Les données révèlent également un recours croissant à l'investissement thématique³, ce qui indique que les investisseurs adoptent une approche de plus en plus approfondie de l'ESG, allouant activement des capitaux à des thèmes ou à des actifs liés à certains résultats environnementaux ou sociaux, tels que les énergies propres ou l'efficacité énergétique.

Au total, 38 % des investisseurs interrogés ont recours à l'investissement thématique. La tendance est plus évidente chez les gestionnaires d'actifs (46 %), qui utilisent volontiers l'investissement thématique pour identifier des opportunités de placement, chercher à générer de l'alpha et différencier leur stratégie de celle de leurs pairs.



L'INTÉGRATION ESG AU SEIN DES CLASSES D'ACTIFS : LES PLACEMENTS ALTERNATIFS GAGNENT EN POPULARITÉ

Les actions restent la première classe d'actifs utilisée pour déployer des considérations ESG (à hauteur de 69 %), suivies par les titres à revenu fixe et les instruments verts (45 % à eux deux). On peut noter une sensibilité ESG croissante au sein des produits alternatifs, notamment parmi les actifs non cotés.

L'intérêt des investisseurs pour les capitaux privés a augmenté, tout comme l'application de l'ESG dans ce contexte. Bien que les capitaux privés ne figurent pas parmi les trois premières classes d'actifs désignées, 41 % des investisseurs tiennent compte des considérations ESG dans leurs placements en infrastructures, suivis du capital-investissement/de la dette privée (38 %) et de l'immobilier (37 %).

Si les actifs non cotés sont confrontés à des défis plus importants en matière de mesure standardisée et d'absence d'obligation de reporting par rapport aux actifs cotés, ils présentent néanmoins un potentiel d'impact ESG important. Par exemple, un actionnaire majoritaire en capital-investissement a la capacité d'influencer le changement au sein d'une entreprise et d'imposer un reporting relatif à certains critères ESG.

La pratique consistant à intégrer des considérations ESG dans ces classes d'actifs est plus courante chez les investisseurs institutionnels (notamment en ce qui concerne les investissements dans les infrastructures), dont près de la moitié (47 %) intègrent l'ESG, contre 30 % des gestionnaires d'actifs. Cela n'a peut-être rien d'étonnant. Non seulement les stratégies d'infrastructure ont le potentiel réel d'influer sur les résultats environnementaux positifs (par exemple, les projets de transition énergétique), mais leurs horizons d'investissement plus longs s'alignent également fortement sur ceux des investisseurs institutionnels (54 % ont un horizon moyen de sept ans ou plus, contre 31 % parmi les gestionnaires d'actifs).



Il ne s'agit pas seulement de faire de l'ESG, mais de le faire avec une finalité. Tout le monde peut dire qu'il intègre l'ESG, mais la question est de savoir comment cela impacte sa sélection de titres et quels sont ses objectifs. Il est nécessaire de se concentrer sur des thèmes et des objectifs spécifiques.

Erick Decker, Chief Investment Officer, AXA Europe du Sud et marchés émergents

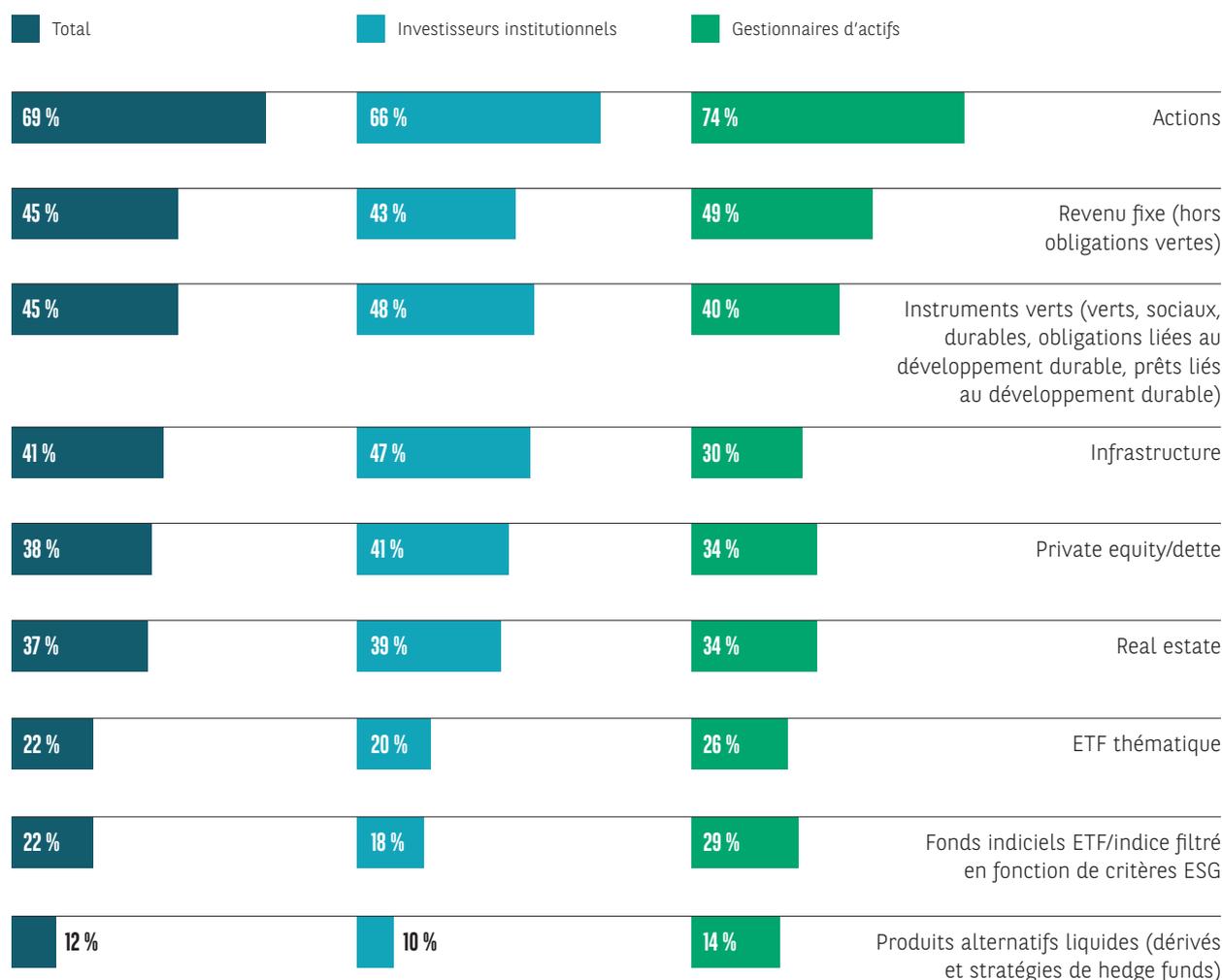
³ L'identification et l'allocation de capitaux à des thèmes ou à des actifs liés à certains résultats environnementaux ou sociaux, tels que l'énergie propre, l'efficacité énergétique ou l'agriculture durable.



Nous évaluons les investissements en capitaux privés en partie de la même manière que les sociétés cotées, mais aussi de manière plus diversifiée. Nous considérons tout d'abord l'impact positif des investissements puis nous travaillons sur le filtrage négatif. Lors de la préparation du dossier d'investissement, nous tenons également compte d'autres facteurs, généralement projet par projet. Il s'agit essentiellement de la même démarche, mais elle se veut souvent plus qualitative que dans l'univers des titres cotés.

Hans Stegeman, Chief Investment Strategist, Triodos Investment Management

COMMENT L'ESG EST INCORPORÉ DANS LES CLASSES D'ACTIFS



Parmi les classes d'actifs suivantes, lesquelles utilisez-vous pour intégrer l'ESG ? Veuillez indiquer tous les choix applicables.

PARTIE 2 : ACCÉLÉRATION : LES TRAJECTOIRES « ZERO EMISSION NETTE » ET LE « S » DE ESG

Dans cette section, nous présentons trois groupes d'investisseurs « zéro émission nette » et discutons des moteurs de l'ESG, y compris les nuances entre les gestionnaires d'actifs, les différents types d'investisseurs institutionnels et les régions.

LE COUP D'ACCÉLÉRATEUR DE L'OBJECTIF « ZÉRO ÉMISSION NETTE »

L'objectif « zéro émission nette » est récemment devenu le point de repère pour orienter la dynamique ESG. Atteindre zéro émission nette de gaz à effet de serre (GES) à l'horizon 2050 est considéré comme vital pour limiter le réchauffement climatique à une température de 1,5° C, ce qui constitue l'objectif principal de l'Accord de Paris. Ce point est largement admis par la communauté scientifique, les décideurs politiques, les entreprises, les investisseurs institutionnels et la communauté au sens large.

Cet objectif ambitieux a conduit plusieurs pays, tels que le Royaume-Uni, la France, la Nouvelle-Zélande, le

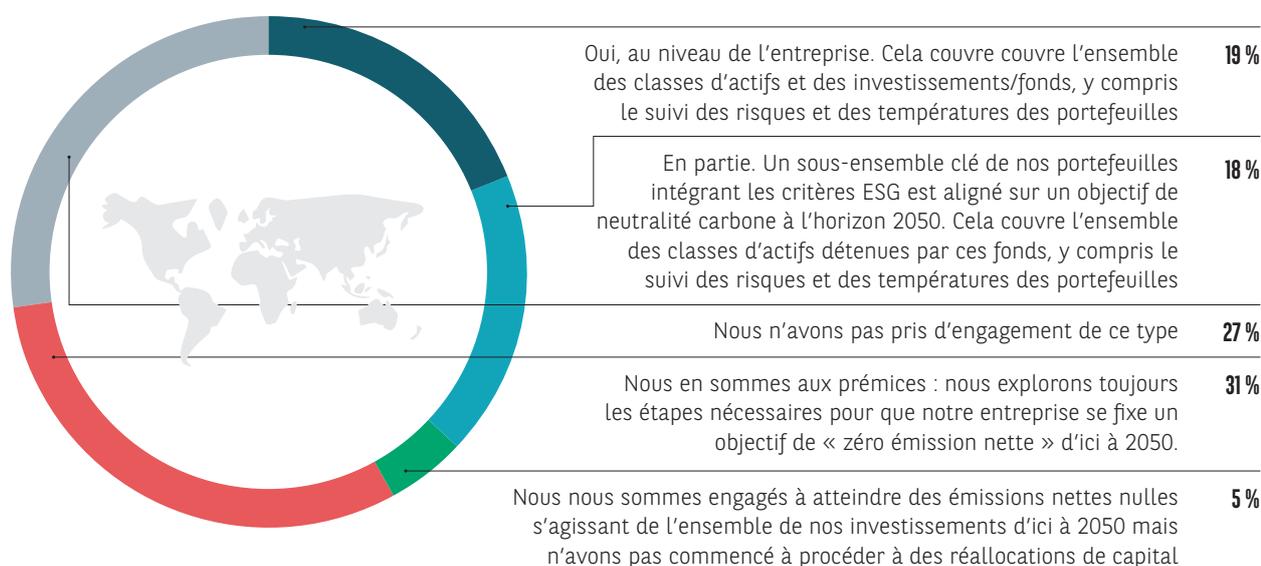
Japon et le Canada, à prendre des engagements en faveur du « zéro émission nette », notamment en légiférant pour inscrire cet objectif dans la loi⁴. Les entreprises et institutions financières s'engagent également sur le « zéro émission nette », y compris les gestionnaires d'actifs et les investisseurs institutionnels. À titre d'exemple, l'initiative Net Zero Asset Managers a été lancée en décembre 2020 par 30 signataires, ce chiffre montant à 128 en juillet 2021, et représentant plus de 40 000 milliards de dollars américains d'actifs sous gestion.



Si l'économie mondiale n'atteint pas la neutralité carbone, les institutions financières n'atteindront pas leurs objectifs en matière de « zéro émission nette ». Nous ne pouvons pas investir dans une entreprise unique qui compense ses émissions carbone. Ainsi, même avec une approche et une sélection de premier choix, nous ne pourrions avancer vers le « zéro émission nette » qu'à la même vitesse de l'économie.

Erick Decker, AXA

ENGAGEMENT ZÉRO ÉMISSION NETTE 2050



Vous êtes-vous engagé à aligner votre stratégie d'investissement sur l'atteinte de l'objectif « zéro émission nette » à l'échelle mondiale d'ici à 2050 ?

⁴ Au moment de la rédaction du présent rapport, 49 parties, représentant 60 pays et un pourcentage de 54,1 % des émissions mondiales de GES, ont communiqué un objectif de « zéro émission nette » : <https://www.climatewatchdata.org/net-zero-tracker>

LES TROIS GROUPEMENTS DU « ZÉRO ÉMISSION NETTE »

Un des éléments clés de cette enquête a consisté à demander aux répondants s'ils se sont engagés à aligner leur stratégie d'investissement sur l'objectif de neutralité carbone à l'horizon 2050. Sur la base de ces réponses, nous avons divisé les investisseurs en trois catégories.

37 %

« ZÉRO ÉMISSION »

Leaders

36 %

« ZÉRO ÉMISSION »

Explorateurs

27 %

« ZÉRO ÉMISSION »

Observateurs

Plus d'un tiers des répondants (37 %) sont identifiés comme des **leaders du « zéro émission nette »**.

Ces sondés se sont engagés sur un objectif « zéro émission nette » d'ici 2050, couvrant soit toutes les classes d'actifs (19 %) soit uniquement des portefeuilles alignés sur les critères ESG (18 %). Ce groupe s'est publiquement engagé à aligner tout ou partie de ses investissements sur l'objectif « zéro émission nette » à horizon 2050.

La deuxième catégorie que nous avons identifiée est celle des **explorateurs du « zéro émission nette »**, une catégorie qui représente plus de 36 % de l'échantillon. Les investisseurs de ce groupe font leurs premiers pas publics dans ce voyage. Ils se sont engagés en faveur de l'objectif « zéro émission nette » à l'horizon 2050, mais n'ont pas commencé à le mettre en œuvre (5 % des répondants), ou étudient encore la manière dont ils prévoient de l'entreprendre (31 %). Ce voyage nécessite une préparation approfondie, afin d'évaluer l'ampleur des changements qui seront nécessaires. Avant de prendre les premières mesures concrètes en la matière, ces sondés souhaitent s'assurer qu'ils disposent de la feuille de route, des capacités et des ressources nécessaires pour atteindre l'objectif « zéro émission nette » d'ici 2050.

Dernière catégorie identifiée : les **observateurs du « zéro émission nette »**, qui représentent 27 % des répondants de notre échantillon. Ces investisseurs n'ont pas encore pris d'engagement officiel en faveur du « zéro émission nette » à l'horizon 2050. Cela ne signifie pas que ce groupe ne prend aucune mesure pour atteindre le « zéro émission nette ». C'est ce qu'il ressort des entretiens qualitatifs que nous avons menés. Ils ne se sentent simplement pas suffisamment confiants à l'heure actuelle pour prendre un engagement formel à ce sujet.



Les exigences dans ce domaine sont constamment renforcées et la vitesse à laquelle cela se produit est particulièrement rapide... Nous étudions la manière dont nous pourrions nous engager sur un objectif de neutralité carbone et dans quelles classes d'actifs cela pourrait être mis en œuvre. Nous en sommes actuellement à formuler de nouvelles politiques à cet égard. Nous n'avons donc pas pris d'engagement formel jusqu'à présent, mais c'est notre priorité actuelle.

Lisanne Cock, Sustainable investment specialist, DNB



COMPARAISON DES DIFFÉRENTS GROUPES IDENTIFIÉS





L'engagement en faveur du « zéro émission nette » est quelque chose que nous continuons d'évaluer. Nous soutenons pleinement l'Accord de Paris et considérons la lutte contre le changement climatique comme un impératif. Mais nous constatons actuellement un net manque d'engagement et de clarté en faveur de la neutralité carbone. Les gestionnaires d'actifs s'inscrivent dans cette voie avec un niveau d'engagement à long terme très faible et sans trajectoire claire sur ce qu'ils vont réaliser à plus long terme. Avant de nous engager, nous aimerions avoir une feuille de route un peu plus précise. Et cette feuille de route est ce sur quoi nous travaillons précisément en ce moment.

Michelle Dunstan, AllianceBernstein, Global Head of Responsible Investing



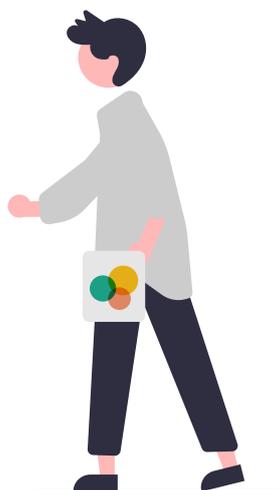
Nous avons mis en place nos objectifs carbone l'année dernière et nous sommes fixé un objectif d'émissions nettes nulles pour notre portefeuille d'ici 2050. Ce sont nos premiers efforts pour être plus attentifs à notre impact et mesurer nos progrès par rapport à ces objectifs... Il est stimulant de constater notre évolution vers une meilleure connaissance de l'impact de nos investissements.

Sybil Dixon, Senior Investment Analyst, UniSuper



En tant que banque centrale, tout ce que nous faisons envoie un message important. C'est pourquoi la Banque de France est si intransigeante sur le changement climatique et la finance durable. D'autre part, cela signifie que nous devons être prudents avant de souscrire publiquement à des principes ou des initiatives ou de les suivre.

Alexandre Gautier, Deputy Secretary General, Banque de France



LA COMPOSANTE « S » DE L'ESG

Le changement climatique est la plus grande menace à laquelle nous sommes confrontés, comme en témoigne à nouveau le premier volet du sixième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Les investisseurs institutionnels et les gestionnaires d'actifs accordent une grande importance au changement climatique, essentiellement parce que les organisations considèrent l'intégration des facteurs relevant du champ « E » comme un moyen de se différencier et de faire preuve de leadership. La tendance à la prédominance du facteur « E » dans l'approche ESG au sein du débat est un thème récurrent depuis le lancement de cette enquête en 2017. Nos recherches ont toujours montré que les aspects environnementaux sont moins difficiles à analyser et à intégrer que ne le sont les aspects sociaux.

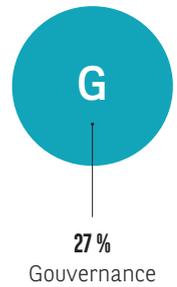
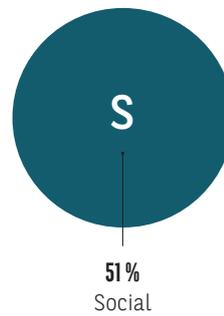
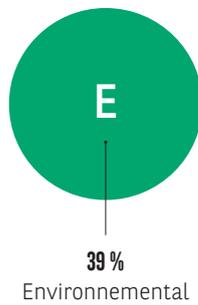
C'est toujours le cas aujourd'hui, avec la moitié (51 %) des répondants qui considèrent la composante sociale comme l'élément le plus difficile à évaluer et à intégrer dans l'analyse d'investissement, contre 39 % pour la dimension environnementale et 27 % pour la gouvernance d'entreprise.

Cependant, ces dernières années ont été marquées par une attention croissante portée à la dimension sociale. Lorsqu'il a été demandé aux répondants à quels ODD ils avaient recours pour aligner leurs investissements, les objectifs liés aux droits humains et aux questions sociales étaient les deuxièmes les plus courants (56 %), loin derrière les ODD liés au climat et au développement durable (89 %). Si la dynamique d'intégration des facteurs sociaux dans les décisions d'investissement semble forte, force est de constater que des défis restent à relever pour le mettre en œuvre.

* La somme des données de l'année 2021 est inférieure à 100 % en raison d'un changement de format de la question par rapport aux enquêtes précédentes.

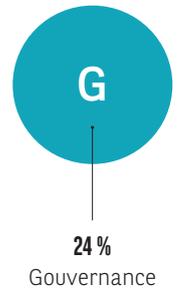
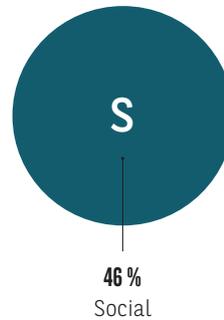
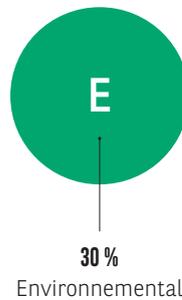
DIFFICULTÉ À ÉVALUER ET À INTÉGRER DANS L'ANALYSE DES INVESTISSEMENTS

2021*

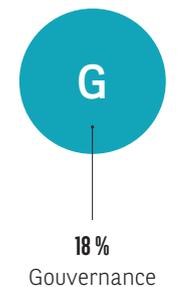
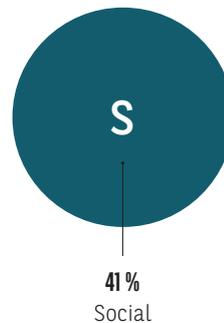
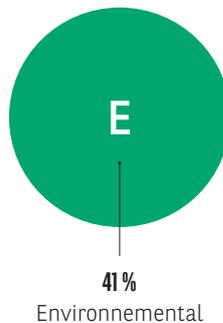


Le critère le plus difficile à évaluer et à intégrer dans l'analyse des investissements

2019



2017

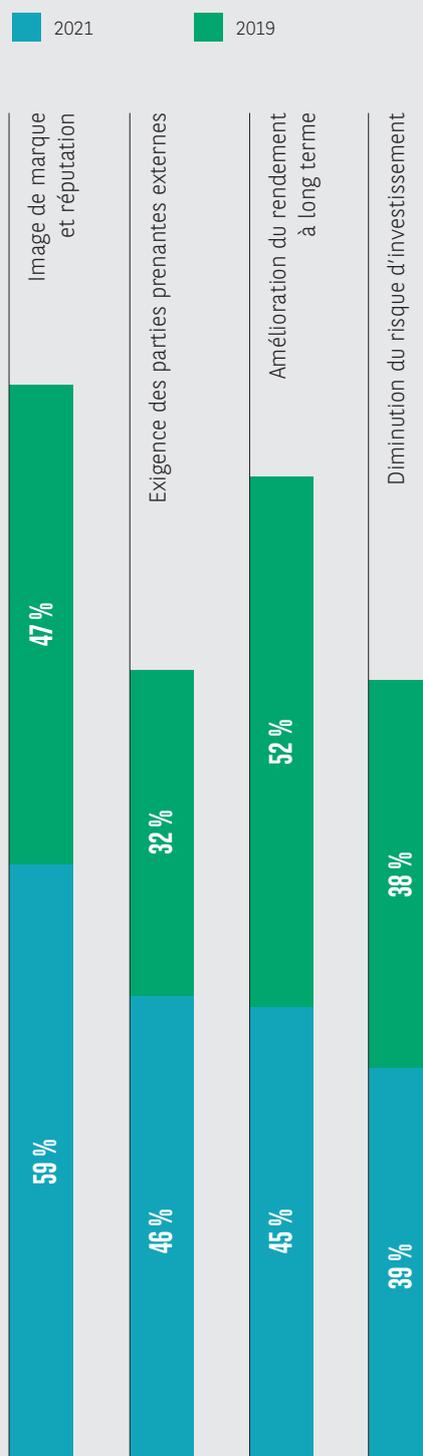


Dans quelle mesure les différentes composantes ESG (E, S ou G) sont-elles complexes en matière d'évaluation et d'intégration aux fins de l'analyse des investissements ?

LES MOTEURS DE L'INTÉGRATION ESG : LA RÉPUTATION PREND LE PAS SUR LA PERFORMANCE

A lors que l'objectif « zéro émission nette » et le pilier « S » contribuent à accélérer l'intégration ESG, nous avons également interrogé les répondants sur les motivations fondamentales sous-jacentes à l'investissement ESG et la manière dont ces dernières ont évolué par rapport à 2019. Nous avons constaté que la réputation était devenue le moteur principal et que les exigences des parties prenantes externes s'étaient hissées dans le trio de tête.

MOTEURS DE L'INTÉGRATION ESG



Veillez classer par ordre d'importance les raisons pour lesquelles vous intégrez l'ESG dans vos décisions d'investissement (de la plus importante à la moins importante)

MOTEURS DE L'INTÉGRATION ESG PAR TYPE D'INVESTISSEUR EN 2021

MOTEURS DE L'INTÉGRATION ESG

	Image de marque et réputation	Exigence des parties prenantes externes	Amélioration du rendement à long terme	Diminution du risque d'investissement	Exigences en matière de réglementation/publication
Tous (n = 356)	59 %	46 %	45 %	39 %	29 %
Gestionnaires d'actifs (n = 145)	48 %	49 %	48 %	39 %	32 %
Investisseurs institutionnels (n = 211)	65 %	43 %	43 %	40 %	27 %
Fonds de dotation/association caritative* (n = 11)	73 %	73 %	9 %	9 %	9 %
Fonds souverain* (n = 11)	82 %	36 %	45 %	64 %	9 %
Banque centrale* (n = 11)	91 %	55 %	27 %	27 %	27 %
Supranational* (n = 8)	75 %	38 %	50 %	25 %	13 %
Compagnie d'assurance (n = 59)	57 %	39 %	46 %	32 %	38 %
Fonds de pension d'entreprise (n = 56)	61 %	47 %	49 %	49 %	14 %
Fonds de pension publique (n = 55)	67 %	36 %	42 %	44 %	42 %
Official institutions** (n = 41)	67 %	44 %	40 %	32 %	28 %

Veuillez classer par ordre d'importance les raisons pour lesquelles vous intégrez l'ESG dans vos décisions d'investissement

* Remarque : taille de l'échantillon inférieure à 30

** Institutions officielles (organisme de bienfaisance/fondations, fonds souverains, banques centrales et supranationales)

La réputation apparaît comme l'un des principaux moteurs de l'intégration ESG. Cette tendance est particulièrement marquée chez les investisseurs institutionnels, 65 % d'entre eux la considérant comme leur principale motivation. Ce chiffre grimpe même à 67 % pour les institutions officielles et les fonds de pension publics qui peuvent être plus sensibles aux critiques publiques.

Les investisseurs institutionnels n'ont quant à eux pas perdu de vue les rendements. Les données indiquent plutôt

qu'ils essaient d'atténuer les risques en investissant dans des entreprises, qui s'alignent sur leurs valeurs en matière d'intégration ESG tout en générant de la valeur financière.

Les attentes des parties prenantes ont gagné en importance en partie parce que les investisseurs souhaitent attirer des clients. L'investissement ESG motivé par des arguments de fond a vraiment progressé à partir du moment où les investisseurs finaux se sont demandé dans quoi leur argent est investi. Ils veulent comprendre comment le risque

lié au changement climatique est pris en compte dans leur portefeuille d'investissements, et si les valeurs des entreprises dans lesquelles ils choisissent d'investir sont alignées avec les leurs.

65 %

des investisseurs institutionnels citent la réputation comme le principal moteur de l'intégration ESG

FOCUS : LE POINT DE VUE DES INVESTISSEURS VIS-À-VIS DES FACTEURS ESG

« Les rendements et la réputation ont chacun leur importance. Cependant, nous nous concentrons sur l'impact significatif des facteurs ESG sur les flux de trésorerie et la valorisation. Une évaluation plus rigoureuse des risques permet une meilleure identification des opportunités, ce qui, en retour, conduit à de meilleurs résultats financiers. Ainsi, les considérations ESG fournissent des actifs additionnels au sein de la boîte à outils du gestionnaire de portefeuille. »

Michelle Dunstan, AllianceBernstein

« Si les risques en matière de durabilité deviennent plus concrets, le secteur de la gestion d'actifs est plus susceptible de se mettre en mouvement de lui-même, plutôt que d'attendre la mise en œuvre d'une réglementation ou le bon jeu de données. »

Hans Stegeman, Triodos Investment Management

« La volonté d'intégrer l'ESG est venue, en grande partie, de nos membres. Ils ont des attentes très élevées à notre égard. Nous essayons de conserver une longueur d'avance sur leurs besoins, car nous sommes conscients qu'il s'agit d'un espace qui évolue rapidement : une dynamique à l'avant-garde du secteur il y a deux ans serait plutôt dépassée aujourd'hui. »

Sybil Dixon, UniSuper

La marque et l'image sont le moteur le plus important pour les trois régions. Cependant, il existe plusieurs différences intéressantes, notamment :

1 **La promesse d'un vivier de talents accru** est le critère le plus attractif dans la région APAC (19%), en particulier à Singapour (33%).

2 **La diminution du risque d'investissement (48%) et la diversification de l'offre de produits (29%)** sont deux moteurs plus importants en Amérique du Nord.

3 en Europe, **les exigences réglementaires (38%)** sont un facteur de motivation plus fort qu'en Amérique du Nord ou dans la région APAC. Cette tendance concerne davantage l'échantillon français (à hauteur de 53%).

PARTIE 3 :

LE POINT DE

NON-RETOUR

ET LA VOIE

À SUIVRE

BÂTIR LA RÉGLEMENTATION

Compte tenu de l'ampleur de la réglementation ESG et du rôle influent que les investisseurs institutionnels et les gestionnaires d'actifs peuvent jouer à cet égard, nous pouvons en déduire que bon nombre d'acteurs contribuent à façonner la réglementation ESG de demain. Plus de quatre répondants sur dix (45 %) déclarent que leur organisation s'implique de plus en plus dans les consultations réglementaires/gouvernementales portant sur les questions ESG. Cette situation est plus fréquente parmi les investisseurs d'envergure (43 % de ceux détenant entre 50 à 99,9 milliards de dollars américains d'actifs et 52 % de ceux détenant un encours de 100 milliards de dollars américains ou plus), contre 38 % parmi ceux détenant des actifs inférieurs à 10 milliards de dollars américains. Sans surprise, les leaders du « zéro émission nette » sont également plus proactifs en la matière (56 %) que les explorateurs (37 %) et les observateurs (39 %).

Il est intéressant de noter que bien que les investisseurs en Amérique du Nord

soient souvent à la traîne de l'Europe en matière d'adoption des normes ESG, ces derniers sont plus enclins à jouer un rôle accru dans les consultations réglementaires/gouvernementales portant sur les questions ESG (52 % contre 44 % pour l'Europe et 39 % pour la région APAC). Ce pourcentage plus élevé pourrait s'expliquer par les changements importants dans l'approche ESG du gouvernement américain sous la nouvelle administration. Dans cet environnement, les investisseurs institutionnels peuvent estimer qu'il existe un espace de dialogue plus constructif qu'auparavant aux États-Unis dans lequel s'exprimer.

La moitié des investisseurs ont également identifié la nécessité d'agir sur des questions urgentes telles que le changement climatique sans attendre que la réglementation s'y penche. Ce taux grimpe à 59 % pour l'Europe, et est plus prononcé au Royaume-Uni, où il atteint 70 %, contre une proportion de 44 % en Amérique du Nord et dans la région APAC. La tendance est légèrement plus marquée parmi les grands investisseurs et les propriétaires d'actifs.



Nous n'avons toujours pas une compréhension commune des définitions et du langage liés à l'ESG. Par exemple, lorsque, en tant qu'investisseurs institutionnels, vous discutez de méthodologies avec des gestionnaires d'actifs, vous n'êtes pas toujours sûr de parler de la même chose. Il existe encore un certain flou et un risque d'incohérence entre ce que vous demandez et ce que l'on vous répond.

Lisanne Cock, DNB



PRÉPARATION ET IMPACTS

POTENTIELS DU RÈGLEMENT SFDR

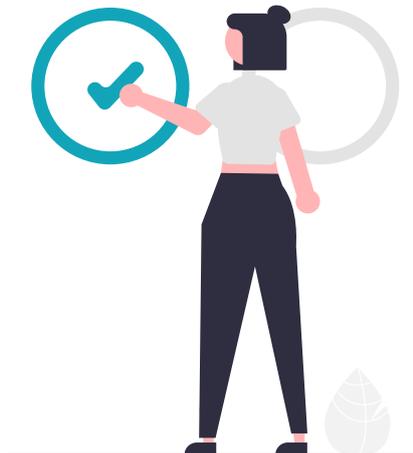
Le règlement le plus important et le plus étendu concernant l'ESG introduit au cours de l'année écoulée est le règlement SFDR. Entré en vigueur le 10 mars 2021, le règlement a mis en œuvre les exigences de « Niveau 1 » du SFDR pour les gestionnaires d'actifs et les autres acteurs du marché.

Près de la moitié des répondants en Europe (48 %) déclarent comprendre le règlement SFDR et ce qu'il signifie pour leur organisation. Cela reflète le déploiement progressif entrepris par l'UE. Alors que la phase I du règlement est entrée en vigueur plus tôt cette année, la phase II n'est pas prévue avant juillet 2022. De plus, les exigences réglementaires peuvent être complexes à mettre en œuvre et l'industrie attend actuellement les détails des exigences finales, qui sont encore en cours d'élaboration.



Nous travaillons dur pour nous assurer que notre gamme de SICAV est tout à fait prête à répondre aux exigences de l'article 8 et de l'article 9 pour les fonds concernés, telles que décrites dans le règlement SFDR. Cela représente un défi de taille, car les réglementations sont toujours encore en voie d'élaboration et ne sont pas encore pleinement mises en œuvre.

Michael Woolley, Director, Sustainability, Eastspring Investments

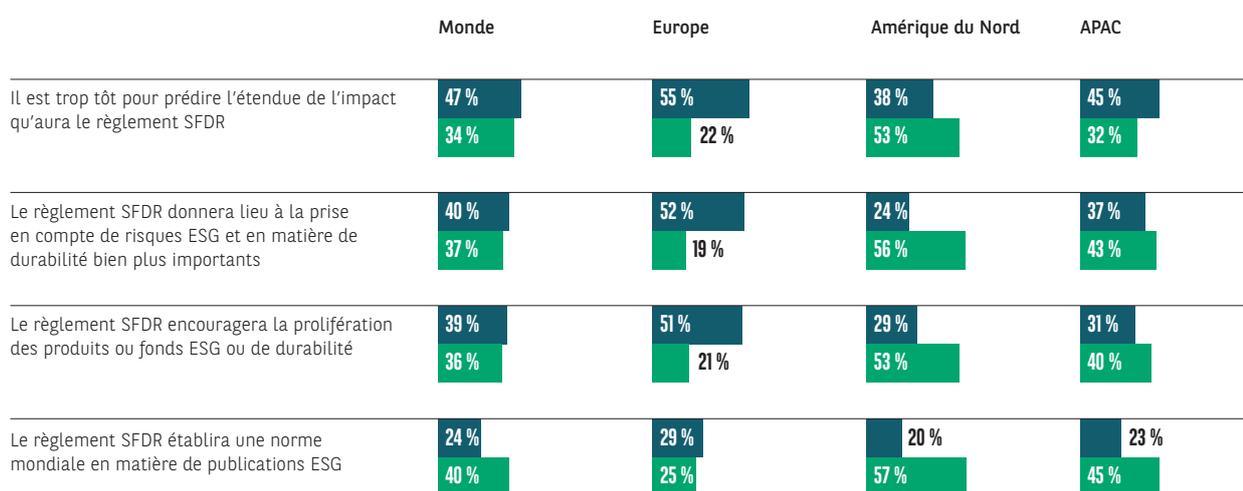


Interrogés sur les impacts potentiels du règlement SFDR, au moins un tiers des répondants déclarent ne pas savoir s'ils sont d'accord ou non avec les affirmations proposées. Ces pourcentages sont similaires pour les gestionnaires d'actifs et les investisseurs institutionnels. Ce n'est pas surprenant étant donné que le règlement SFDR est nouveau et que les phases les plus importantes de son déploiement auront lieu en 2022.

Près de la moitié des sondés (47 %) estiment qu'il est trop tôt pour connaître l'impact du règlement SFDR, même s'ils en perçoivent le potentiel. Quatre répondants sur dix (40 %) estiment que cela permettra d'étendre leur compréhension du risque. Un pourcentage similaire des sondés (39 %) estiment que cela conduira à la création de nouveaux produits ou fonds.

IMPACT DU RÈGLEMENT SFDR

■ Je suis d'accord ■ Je ne suis pas d'accord



Quel impact le règlement SFDR aura-t-il sur les investisseurs et les autres acteurs du marché financier et sur la manière dont ils prennent en compte les facteurs ESG ?



Je ne crois pas que le secteur investira de manière significative de lui-même dans l'investissement durable. Les données seront la carotte et la réglementation le bâton. Je pense que vous avez besoin des deux pour inciter le secteur à investir de manière plus durable.

Hans Stegeman, Triodos Investment Management



LE DÉFI DES DONNÉES

Les investisseurs institutionnels et les gestionnaires d'actifs ont accès à de vastes quantités de données, y compris des recherches approfondies sur les classes d'actifs, les industries et les entreprises. Ces données sont généralement suffisantes pour fonder les décisions d'investissement.

Cependant, dans le domaine de l'investissement ESG, la qualité et la cohérence des données restent une préoccupation importante.

OBSTACLES À L'ADOPTION ESG

54 %

Incohérence des données d'une classe d'actifs à l'autre

51 %

Défis entourant la qualité des données et leur cohérence

44 %

Notations ESG en contradiction

13 %

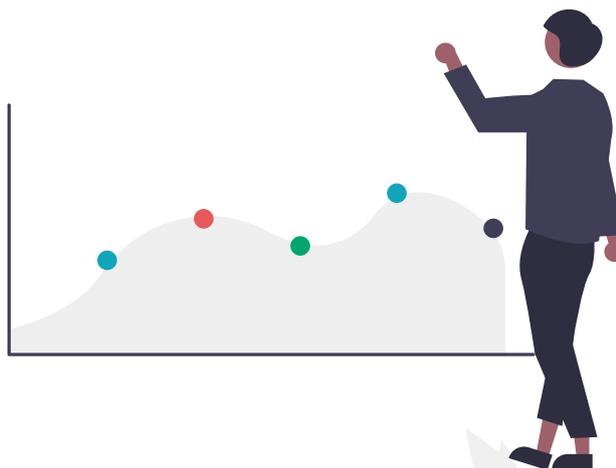
Manque de conviction dans le fait que l'intégration des facteurs ESG permettra d'améliorer la rentabilité à long terme

Quels sont à l'heure actuelle les obstacles majeurs à une adoption accrue des facteurs ESG dans votre portefeuille d'investissement ?



La plupart des indicateurs ESG que nous utilisons ne sont pas soumis à un reporting obligatoire. Comme nous nous basons sur le reporting volontaire des entreprises, les données qui en découlent peuvent être incohérentes en qualité et en contenu. On peut observer de nombreuses disparités régionales qui peuvent donner lieu au recours à de nombreuses estimations.

Jane Ambachtsheer, Global Head of Sustainability, BNP Paribas Asset Management



Pour 79% des répondants, l'un des défis liés aux données de la page précédente figure parmi les trois principaux obstacles à l'intégration. Alors que les solutions en matière de données commencent à voir le jour (comme nous le verrons plus loin), force est de constater que les données ESG sont un agent de ralentissement majeur sur la voie de l'intégration.

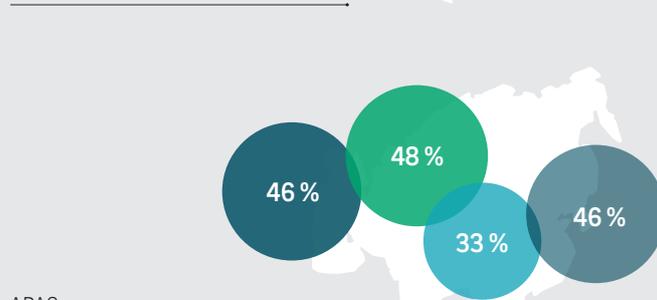
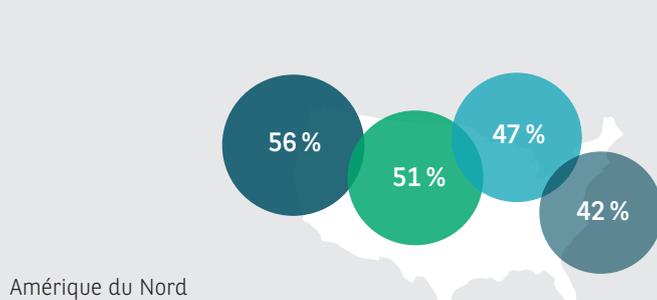
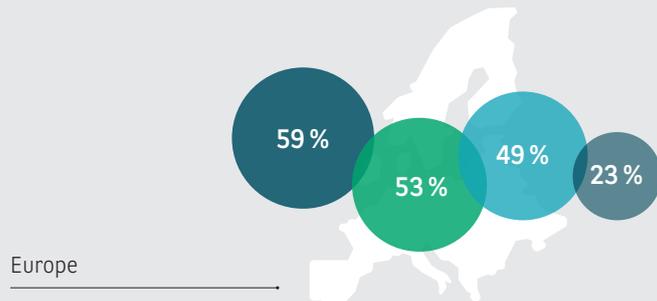
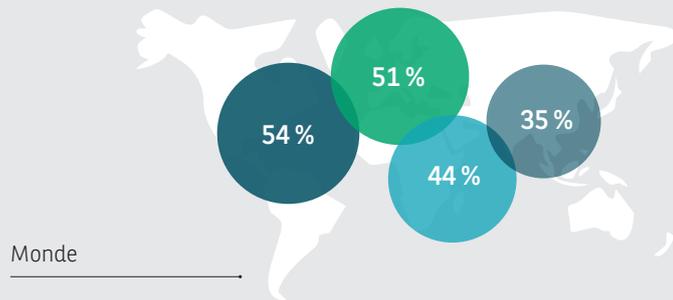


La notion de données parfaites est illusoire. Pour disposer de meilleures données, nous devons nous concentrer sur une meilleure application des normes. Nous souhaiterions également disposer de plus de données, c'est-à-dire que davantage d'entreprises se soumettent à un reporting minimal.

Eszter Vitorino, Kempen Capital Management

LES DONNÉES APPARAISSENT COMME L'UNE DES TROIS BARRIÈRES

- Qualité incohérente des données entre les classes d'actifs
- Défis entourant la qualité des données et leur cohérence
- Notations/indices ESG en contradiction
- Manque de conviction quant au fait que l'intégration ESG améliorera la performance à long terme



Quels sont à l'heure actuelle les obstacles majeurs à une adoption accrue des facteurs ESG dans votre portefeuille d'investissement ?

DES SOLUTIONS AU DÉFI DES DONNÉES

Comment les investisseurs institutionnels, en particulier, parviennent-ils à surmonter ces obstacles liés aux données ? Leur approche principale consiste à utiliser et comparer des sources de données multiples (74 %). Un nombre important d'entre eux (41 %) utilise ses propres méthodologies de recherche au lieu de s'appuyer uniquement sur des données tierces et assure ainsi la transparence de la source des données brutes (43 %). Un peu plus d'un quart (28 %) d'entre eux instaurent également des contrôles avancés de la qualité des données.

Les plus grands investisseurs institutionnels disposent de ressources plus importantes pour déployer leurs propres méthodologies de recherche.

Il n'est donc pas surprenant que cette démarche soit adoptée par 42 % d'investisseurs institutionnels présentant un encours supérieur à 50 milliards de dollars américains, contre seulement 28 % avec un volume global de 10 milliards d'actifs sous gestion. Les investisseurs institutionnels plus engagés, tels que les leaders du « zéro émission nette », sont également plus susceptibles de mener leurs propres recherches (53 %), contre une proportion de 38 % parmi les explorateurs et 24 % parmi les observateurs. Le même schéma s'applique à la mise en place de contrôles avancés de la qualité des données, avec un taux de contrôle de la qualité des données de 38 % parmi les leaders, de 26 % pour les explorateurs et 16 % chez les observateurs.

Une autre solution possible au défi des données ESG consiste à recourir à un éventail plus large de fournisseurs de données. Là encore, les investisseurs de plus grande envergure et les leaders du « zéro émission nette » sont davantage susceptibles de faire appel à trois fournisseurs de données tiers ou plus pour analyser les caractéristiques ESG des investissements. Au total, 30 % des investisseurs ont recours à trois à six fournisseurs de données, mais ce pourcentage passe à 47 % pour les leaders du « zéro émission nette », à 41 % pour les investisseurs comptant entre 50 et 99,99 milliards de dollars américains d'actifs sous gestion et à 50 % pour ceux gérant 100 milliards de dollars américains ou plus.

Bien que de nombreux investisseurs recourent à la recherche interne pour collecter des données de meilleure qualité, certains des investisseurs institutionnels interrogés estiment que les fournisseurs de données sont un élément essentiel de la solution. Ils mentionnent néanmoins certains risques potentiels.

« En l'absence d'exigences [de divulgation obligatoire], les fournisseurs de données comblent généralement cette lacune. Cela pourrait être un levier de croissance essentiel pour l'ESG en général : les fournisseurs de données tels que MSCI et Sustainalytics fournissent aux investisseurs des données qui peuvent nous aider à évaluer la performance des investissements ESG. »

Sarah Wilson, Head of ESG Integration, Nuveen

« Le recours aux fournisseurs de données va augmenter au fil du temps, tout simplement en raison du volume conséquent d'informations à fournir. Nous aurons vraiment besoin de convergence et de recourir à des indicateurs émanant des fournisseurs. Je souhaite personnellement que les agences de notation jouent un rôle plus important, et également comprendre la manière dont les notations de crédit sont émises. »

Erick Decker, AXA

« Compte tenu de ce qu'il s'est passé avec les agences de notation lors de la crise financière mondiale, il est clair qu'il existe un risque de greenwashing des données. Ce sera un enjeu majeur pour les régulateurs, les investisseurs et les clients. »

Alexandre Gautier, Banque de France

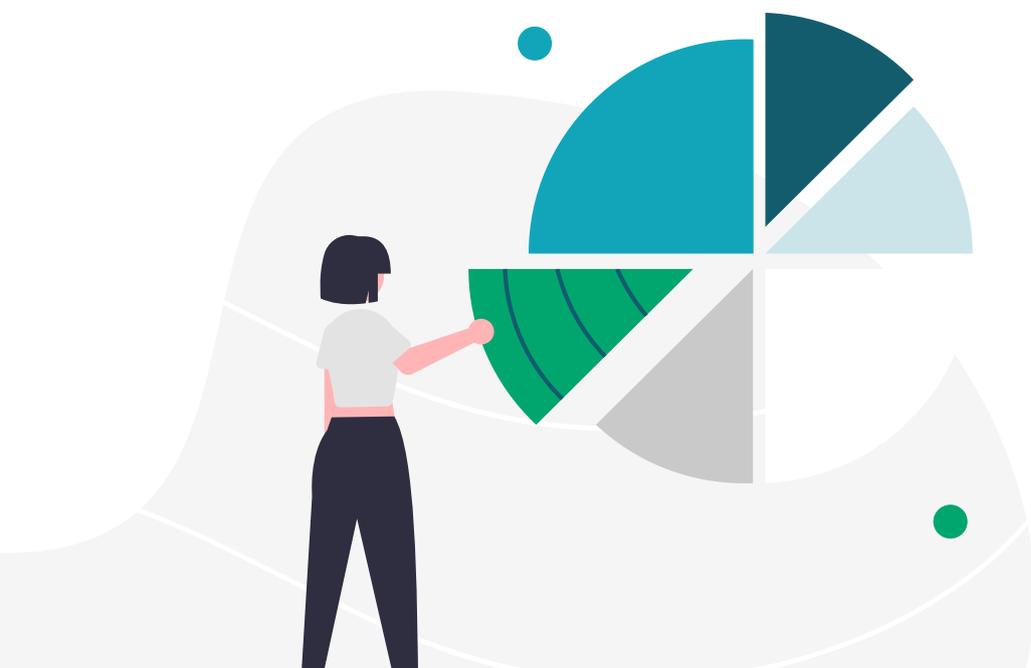
« Nous achetons beaucoup de données et connaissons des problèmes tant en matière de quantité que de qualité. Par conséquent, nous consacrons beaucoup d'énergie à leur nettoyage et à leur amélioration. Nous travaillons sur certaines de nos propres estimations et utilisons tous nos outils de notation internes ; nous générons plus de 12 000 scores ESG que nous pouvons constamment affiner. »

Jane Ambachtsheer, BNP Paribas Asset Management

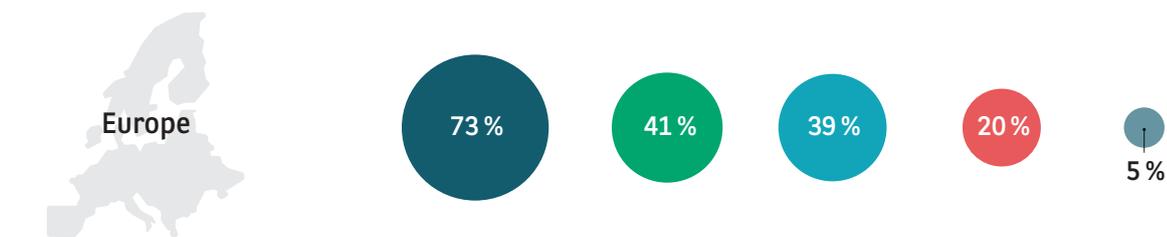
RELEVER LE DÉFI DES DONNÉES

	Monde	Moins de 1 milliard d'USD	Entre 1 et 9,99 milliards d'USD	Entre 10 et 49,99 milliards d'USD	Entre 50 et 99,99 milliards d'USD	10 milliards d'USD ou plus	de leaders du « zéro émission nette »	d'explorateurs du « zéro émission nette »	d'observateurs du « zéro émission nette »
Utiliser et comparer des sources de données multiples	74 %	100 %	67 %	74 %	73 %	75 %	74 %	76 %	71 %
Assurer la transparence de la source des données brutes	43 %	40 %	33 %	41 %	41 %	53 %	55 %	36 %	33 %
Appliquer nos propres méthodologies de recherche, comme la création d'indices de référence ou de scores ESG internes, au lieu de nous en remettre uniquement à des fournisseurs externes	41 %	0 %	33 %	44 %	41 %	43 %	53 %	38 %	24 %
Mettre en œuvre des contrôles avancés de la qualité des données	28 %	20 %	21 %	27 %	29 %	35 %	38 %	26 %	16 %
Les données ESG ne sont selon nous confrontées à aucun défi	3 %	0 %	4 %	2 %	5 %	3 %	0 %	5 %	4 %

Parmi les mesures suivantes, lesquelles votre organisation prend-elle – le cas échéant – pour contourner les défis liés aux données ESG ? Veuillez indiquer tous les choix applicables.



- Utiliser et comparer des sources de données multiples
- Assurer la transparence de la source des données brutes
- Appliquer nos propres méthodologies de recherche, comme la création d'indices de référence ou de scores ESG internes, au lieu de nous en remettre uniquement à des fournisseurs externes
- Mettre en œuvre des contrôles avancés de la qualité des données
- Les données ESG ne sont selon nous confrontées à aucun défi



Les investisseurs institutionnels peuvent également investir dans la technologie afin d'améliorer leur utilisation des données ESG. Interrogés sur leurs principales priorités en matière d'investissement dans la technologie, 67 % d'entre eux ont cité le reporting ESG à tous les niveaux (entreprise, portefeuille et fonds), suivis de 53 % qui évoquent l'agrégation des données ESG, et enfin 36 % pour lesquels il s'agit de l'accroissement de la granularité et la précision des données ESG spécifiques à la recherche.

Alors que seulement 22 % des investisseurs institutionnels estiment que la création et la réplique d'indices ESG sont une priorité pour les investissements technologiques, ce pourcentage augmente à 39 % dans la région APAC. Les investisseurs institutionnels de la zone APAC accordent également la priorité à l'agrégation des données ESG (76 %), mais sont moins soucieux d'augmenter la granularité et la précision des données ESG spécifiques à la recherche (19 %).

D'autres conclusions montrent que les investisseurs de la région APAC (à la fois les gestionnaires d'actifs et les investisseurs institutionnels) sont davantage susceptibles de considérer les coûts associés à l'investissement dans les nouvelles technologies comme un frein à une plus grande adoption de l'ESG (35 % contre 23 % au total). Les investisseurs de cette région sont également plus enclins à utiliser leurs propres méthodologies de recherche, telles que la création d'indices de référence ou de scores ESG, plutôt que de s'appuyer sur des prestataires (48 % contre 41 % au total). Étant donné que la région APAC adopte les normes ESG à un rythme soutenu, de nombreux éléments laissent à penser que les investisseurs institutionnels prévoient de développer leurs capacités ESG en interne, telles que leurs propres indices et analyse des données ESG.

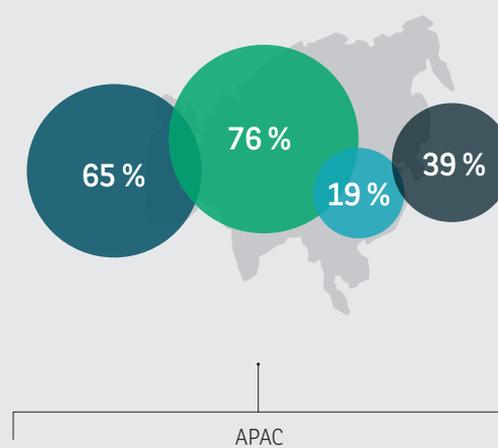
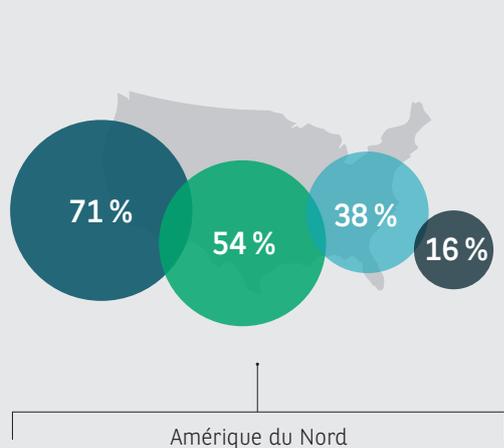
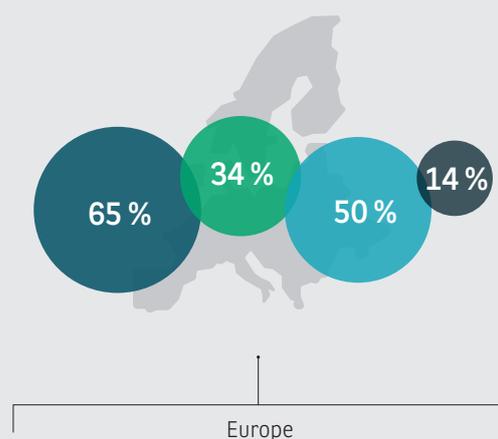
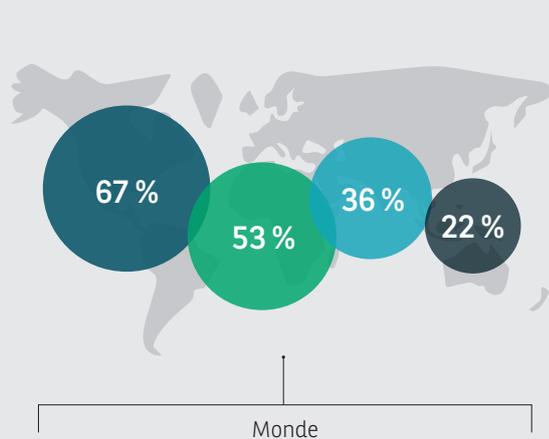


La technologie a la capacité de combiner des données structurées et non structurées, ce qui permet ensuite d'adopter des perspectives plus larges, au-delà des obligations de communication formelles d'une entreprise qui pourraient être couvertes par les sources d'informations ESG traditionnelles. La technologie est donc très importante. Comprendre son rôle au sein de notre organisation fait partie de l'aventure. Comprendre comment cela devient une partie intégrante de notre activité est quelque chose sur lequel nous travaillons sur la base de nos propres réflexions.

Michael Woolley, Eastspring Investments

INVESTISSEMENTS TECHNOLOGIQUES PRIORITAIRES

- Reporting/publication ESG à tous les niveaux (entreprise, portefeuille et fonds)
- Agrégation et analyse des données ESG
- Granularité et précision accrues des données spécifiques ESG pour la recherche
- Création et suivi d'indices ESG



Parmi les domaines suivants, lesquels sont les principales priorités en matière d'investissement technologique ?

S'ENGAGER AUPRÈS DES ENTREPRISES DANS LE CADRE D'UNE STRATÉGIE ESG

En plus de déployer leurs propres méthodologies de recherche et de recourir à des fournisseurs de données multiples, les investisseurs ayant une approche active en matière d'investissement ESG s'engagent fréquemment aux côtés des entreprises pour les accompagner dans leurs efforts de collecte de données plus homogènes et cohérentes, mais également dans l'espoir d'en améliorer les pratiques commerciales.

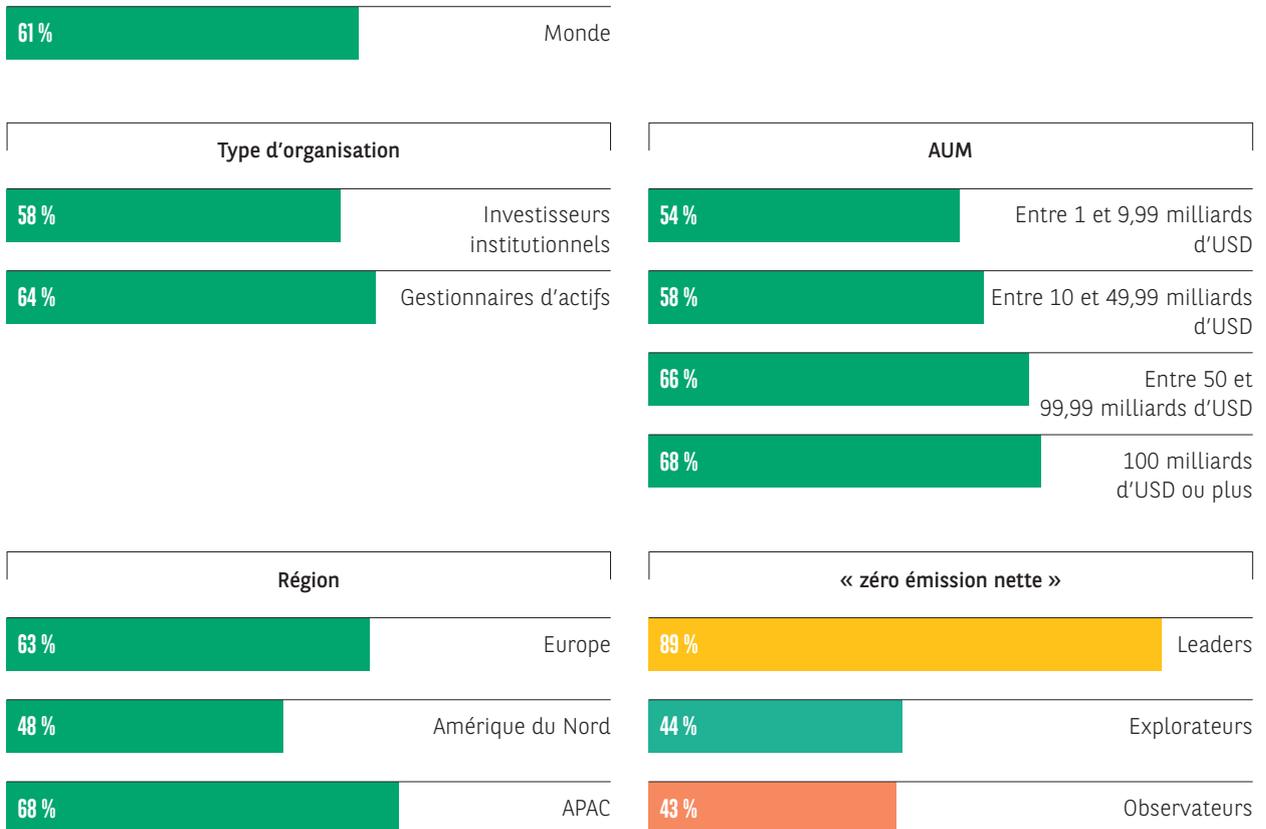
Cet engagement va au-delà du vote par procuration et inclut la participation

à des réunions avec les entreprises en vue d'influencer les résultats obtenus en matière d'ESG.

Notre enquête révèle que 61 % des investisseurs s'engagent auprès des entreprises dans le cadre de leur stratégie ESG. Ce chiffre varie en fonction des investisseurs : 64 % des gestionnaires d'actifs nous font part de cette démarche, contre 58 % d'investisseurs institutionnels. Les investisseurs de la région APAC (68 %) et d'Europe (63 %) sont plus enclins à s'engager dans cette voie que leurs homologues nord-américains

(48 %), tout comme c'est le cas des investisseurs de plus grande envergure (67 % de ceux qui détiennent au moins 50 milliards de dollars américains d'actifs, contre 54 % de ceux en détenant entre 1 et 10 milliards de dollars américains). Il s'agit là d'un autre facteur différenciant entre nos archétypes du « zéro émission nette », les leaders du « zéro émission nette » étant deux fois plus susceptibles de s'engager auprès des entreprises (89 %) que les explorateurs (44 %) et les observateurs (43 %).

ENGAGEMENT AUPRÈS DES ENTREPRISES DANS LE CADRE DE LA STRATÉGIE ESG



Votre société s'engage-t-elle auprès d'entreprises dans lesquelles elle investit dans le cadre de sa stratégie ESG, au-delà du vote par procuration (par exemple, rencontre-t-elle les conseils d'administration des entreprises pour influencer les résultats ESG) ?



Nous comprenons mieux les entreprises dans lesquelles nous sommes investis et cela nous permet aussi d'avoir plus d'influence sur l'orientation qu'elles prennent. Si nous achetons des données, nous avons les yeux rivés vers le passé. Nous voulons avoir une vision de ce qui va se passer demain dans l'entreprise. Par exemple, avec des entreprises confrontées à de graves controverses ou recensant d'importants accidents, nous pouvons nous rendre sur place, collaborer avec l'équipe dirigeante et nouer un dialogue avec elle. Cela nous aide à comprendre ce qu'il s'est passé et ce qu'il y a lieu de faire afin de s'engager sur une meilleure trajectoire à l'avenir, que nous pourrions ensuite orienter et suivre dans le cadre de notre relation continue avec eux.

Jane Nicholls, Global Head of ESG Client, Aberdeen Standard Investments



Nous nous engageons auprès des entreprises pour gagner en compréhension et en pouvoir d'action. Un grand nombre des notations de tiers reposent essentiellement sur les éléments passés et le web scrapping (technique d'extraction du contenu de sites Web). Ces informations sont moins utiles qu'avoir une vision d'avenir. Voilà la raison pour laquelle nous souhaitons nous engager auprès des entreprises dans lesquelles nous investissons : nous voulons voir leurs stratégies, actions, plans et ce qu'elles envisagent d'être dans trois à cinq ans. Nous nous engageons également à agir pour les encourager à prendre des décisions qui sont dans le meilleur intérêt des flux de trésorerie durables à long terme.

Michelle Dunstan, AllianceBernstein

SI LA CONNAISSANCE DES DONNÉES EST LA CAROTTE, LA RÉGLEMENTATION EST LE BÂTON

La majorité des investisseurs (66 %) de cette enquête s'attend à ce que les décideurs renforcent leurs exigences en matière d'ESG. Ils estiment également que la réglementation est susceptible de connaître une accélération et d'intensifier la stratégie ESG de leur organisation (65 %).

66 %

des investisseurs de cette étude s'attendent à ce que les décideurs politiques augmentent leurs exigences en matière d'ESG

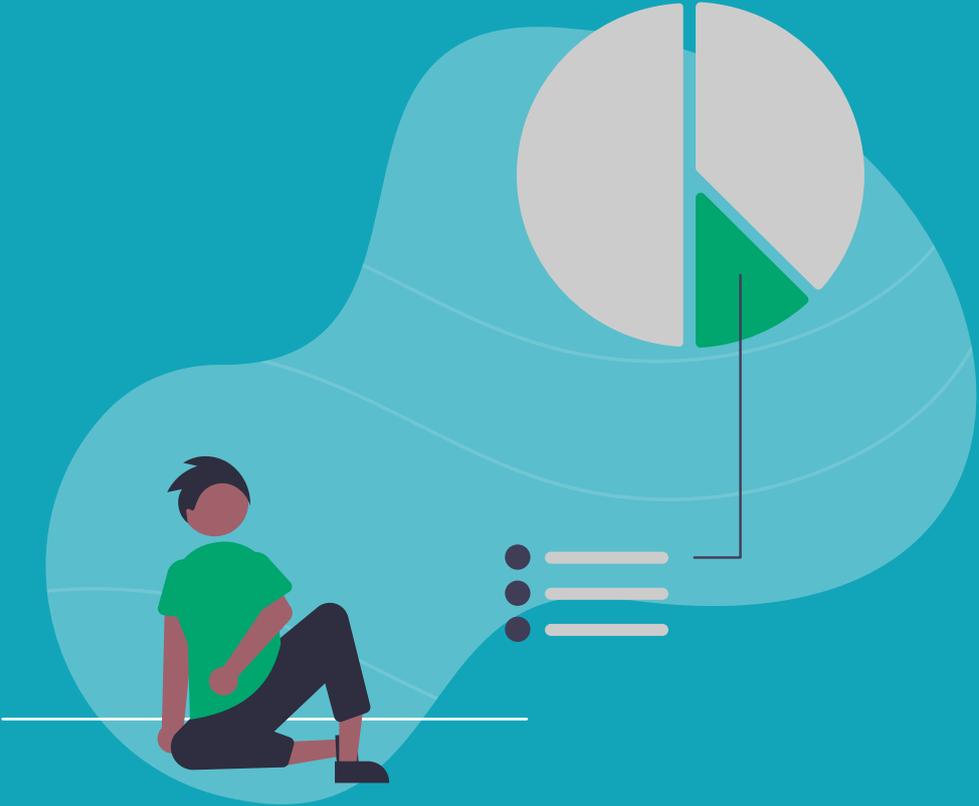
65 %

pensent également que la réglementation est susceptible d'accélérer et d'approfondir la stratégie ESG de leur organisation

RÉGLEMENTATION ESG

	Monde	Investisseurs institutionnels	Gestionnaires d'actifs	Moins de 1 milliard d'USD	Entre 1 et 9,99 milliards d'USD	Entre 10 et 49,99 milliards d'USD	Entre 50 et 99,99 milliards d'USD	100 milliards d'USD ou plus
Les décideurs politiques vont renforcer leurs exigences en matière de publication d'informations ESG au cours des 12 prochains mois	66 %	66 %	66 %	40 %	65 %	64 %	70 %	68 %
La réglementation est susceptible d'intensifier/d'approfondir la stratégie ESG de mon organisation	65 %	64 %	66 %	20 %	61 %	62 %	66 %	74 %
Le renforcement de la réglementation entraînera une hausse des coûts	63 %	61 %	66 %	40 %	70 %	59 %	66 %	63 %
Nous ne pouvons pas attendre l'introduction d'une nouvelle réglementation pour agir sur les questions ESG urgentes comme le changement climatique	50 %	52 %	48 %	40 %	47 %	49 %	48 %	57 %
Notre organisation s'implique de plus en plus dans les consultations réglementaires/gouvernementales portant sur les questions ESG	45 %	47 %	40 %	60 %	38 %	44 %	43 %	52 %
La réglementation ne devrait pas avoir d'incidence sur notre stratégie d'investissement ESG	17 %	18 %	14 %	40 %	18 %	15 %	15 %	18 %

Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec les affirmations suivantes sur la réglementation ESG ?



LE RÔLE DU GESTIONNAIRE D'ACTIFS

Les investisseurs institutionnels sélectionnent les gestionnaires auxquels ils souhaitent confier leurs mandats ESG en tenant compte de certaines caractéristiques. Notre enquête a révélé que les aspects pratiques du reporting ESG et de la capacité de publication constituent la principale exigence des investisseurs institutionnels (53 %), l'alignement avec leurs valeurs arrivant en deuxième position (47 %). Le besoin croissant de fonds thématiques peut notamment y trouver un écho ici. Ces stratégies peuvent permettre aux investisseurs institutionnels de prendre des décisions d'investissement de manière plus précise, favorisant ainsi un meilleur alignement des valeurs avec les gestionnaires avec lesquels ils travaillent.

Les critères identifiés par les investisseurs institutionnels lors du choix des gestionnaires sont en opposition avec ceux ressortant des enquêtes précédentes, où les capacités de reporting et les valeurs étaient citées plus tardivement, derrière l'historique de performance en matière d'ESG et la capacité de recherche ESG comme facteurs dominants.

Les gestionnaires d'actifs ont un rôle très important à jouer pour aider les investisseurs institutionnels à évoluer au sein de l'univers ESG : ils ont une meilleure compréhension du règlement SFDR que les propriétaires d'actifs et sont plus enclins à recourir à l'investissement thématique (46 %) pour identifier les opportunités d'investissement.



L'alignement des valeurs est un défi, car chaque investisseur a son propre ensemble d'exclusions ou de vues qu'il souhaite mettre en œuvre lorsqu'il investit avec des gestionnaires d'actifs. Lorsque vous négociez des véhicules partagés, comment aligner la stratégie d'investissement de ce véhicule en utilisant les points de vue de chaque investisseur institutionnel ? C'est un processus d'apprentissage et nous avons refusé de participer à certains fonds dont le gestionnaire d'actifs ne souhaitait pas que le périmètre d'investissement soit aussi restreint que nous l'aurions souhaité.

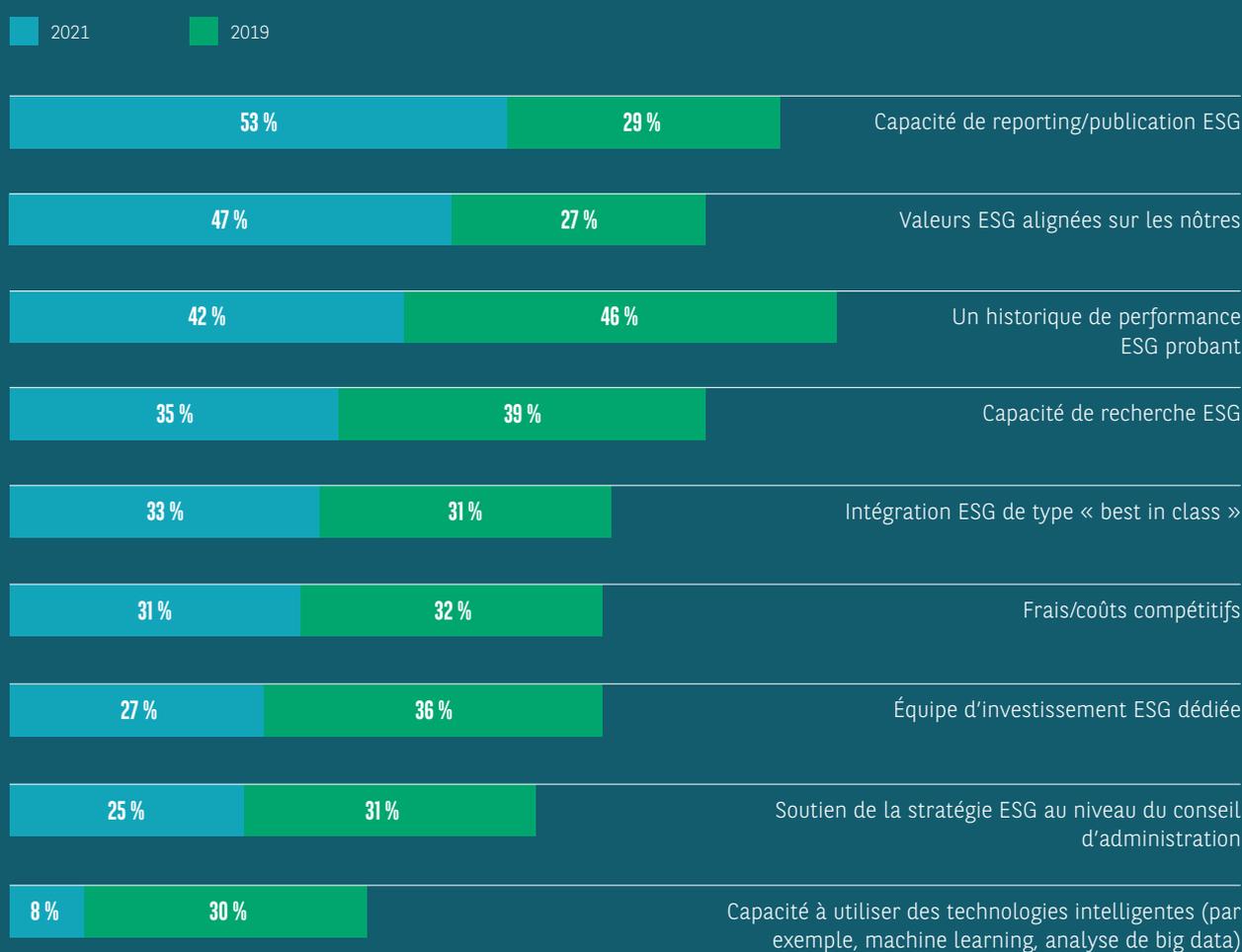
Erick Decker, AXA



Il est essentiel de bien comprendre vos atouts, votre philosophie, la manière dont vous les mettez en œuvre et comment l'ESG y trouve sa place. Il n'existe pas de solution unique pour investir dans l'ESG. Ainsi, le fait d'avoir cette visibilité et cette transparence quant à ce que vous souhaitez réaliser et de pouvoir l'expliquer et en rendre compte très clairement facilite la tâche de toutes les parties prenantes.

Michael Woolley, Eastspring Investments

CRITÈRES DE SÉLECTION D'UN GESTIONNAIRE DE PLACEMENTS



Parmi les éléments suivants, quels sont ceux qui sont importants lors de la sélection d'un gestionnaire de placements pour les investissements ESG ?

CONCLUSION

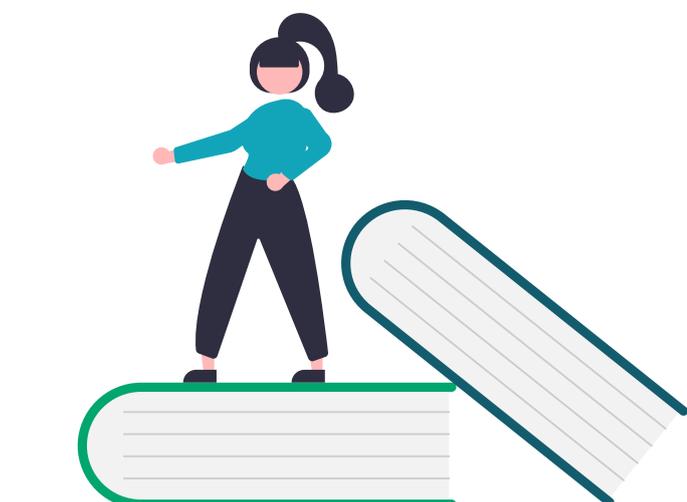
Nos dernières recherches indiquent un tournant majeur dans la maturité de l'intégration ESG.

Alors que les enquêtes précédentes montraient régulièrement des ambitions croissantes autour de l'investissement responsable, il y a aujourd'hui des signaux forts indiquant que des actions concrètes ont suivi et se poursuivent à un rythme soutenu.

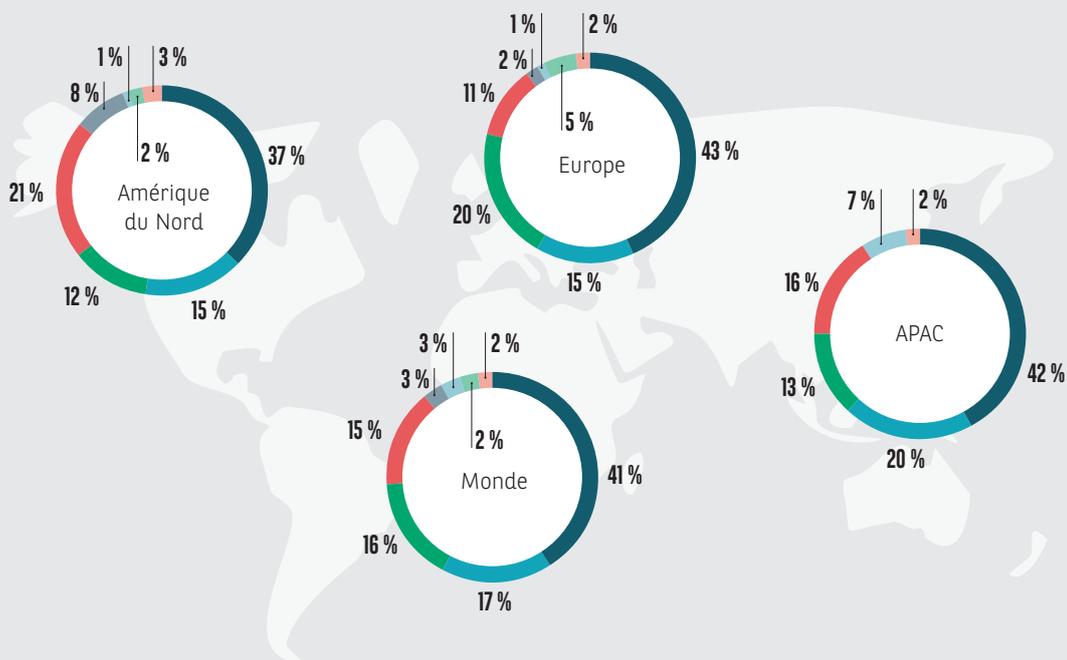
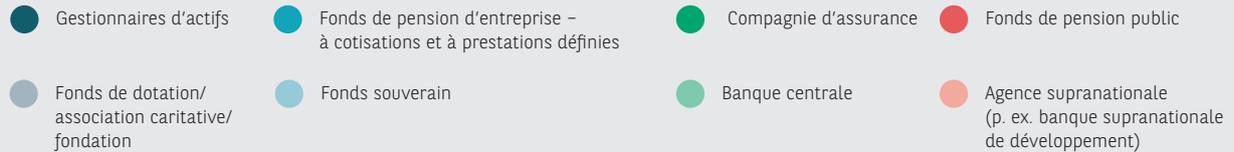
Autrefois considérée comme une fonction autonome au sein de l'entreprise, l'ESG est désormais intégrée à l'ensemble de l'organisation. En parallèle, les méthodes d'intégration gagnent en sophistication. Le filtrage négatif n'est plus l'approche dominante, supplanté cette année par l'intégration ESG et suivi par une nette reprise de l'investissement thématique. La voie vers le « zéro émission nette » est également apparue comme un sujet de discussion majeur qui ne figurait pas à l'ordre du jour du débat général il y a seulement deux ans. Les données distinguent des caractéristiques clés entre les répondants qui ont déjà fixé un objectif de neutralité carbone et ceux qui en sont encore à établir leur feuille de route. C'est un sujet qui suscitera de plus en plus d'attention dans les années à venir, sous l'impulsion des développements gouvernementaux et industriels dans la course collective au « zéro émission nette ».

Cependant, malgré ces signaux positifs, il reste des axes de développement importants. Une part importante des répondants n'intègrent encore l'ESG que dans moins de la moitié de leur portefeuille. Les défis liés aux données continuent d'entraver une intégration plus large. Ceci dit, ici aussi, l'optimisme reste possible, car les gestionnaires d'actifs et les investisseurs institutionnels cherchent à atténuer ces problèmes grâce à une approche multi-strates de l'analyse des données ESG et à renforcer leur engagement auprès des entreprises dans lesquels ils investissent.

Globalement, l'enquête de cette année dresse un tableau positif de la transition vers des investissements plus durables. Nous avons franchi des étapes notables qui indiquent que nous nous orientons dans la bonne direction. Il n'en reste pas moins que le chemin à parcourir est encore long. Les années à venir seront une période charnière dans la définition d'une feuille de route mondiale à l'horizon 2050 et le rôle que doivent jouer les gestionnaires d'actifs et les investisseurs institutionnels dans cette transition ne doit pas être sous-estimé.



À PROPOS DE CETTE ENQUÊTE



Monde

États-Unis	19 %	67
Singapour	9 %	33
Royaume-Uni	9 %	33
France	9 %	32
Canada	8 %	30
Allemagne	8 %	30
Australie	8 %	28
Hong Kong SAR	6 %	21
Pays-Bas	4 %	14
Suède	3 %	12

Chine	3 %	11
Japon	3 %	11
Norvège	2 %	8
Italie	2 %	7
Suisse	2 %	6
Nouvelle-Zélande	1 %	2
Émirats arabes unis	1 %	2
Finlande	0,3 %	1
Danemark	0,3 %	1

Europe

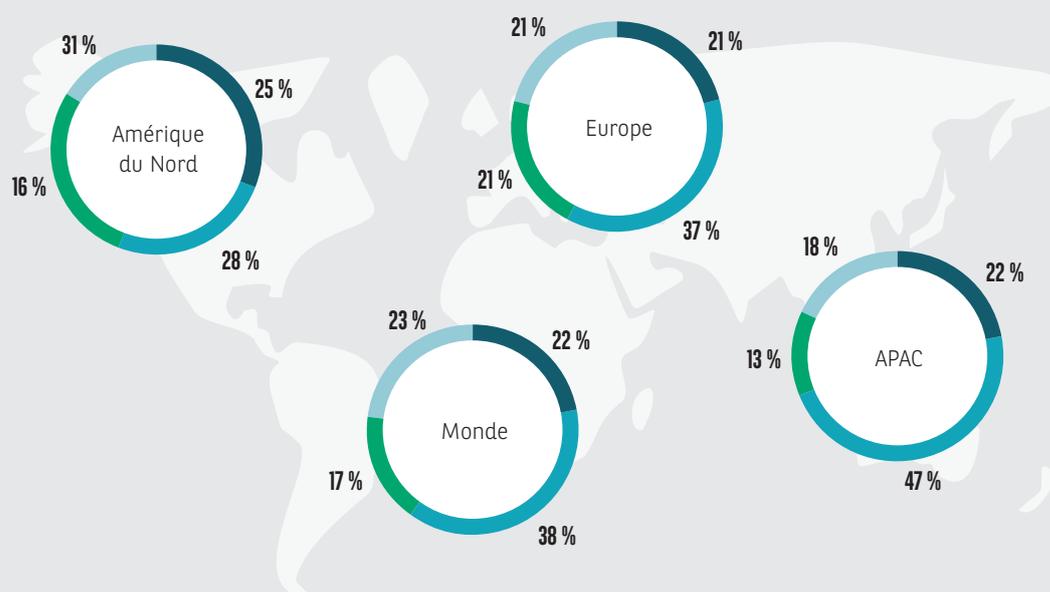
Royaume-Uni	22 %	33
France	21 %	32
Allemagne	20 %	30
Pays-Bas	9 %	14
Suède	8 %	12
Norvège	5 %	8
Italie	5 %	7
Switzerland	4 %	6
Finlande	1 %	1
Danemark	1 %	1

Amérique du Nord

États-Unis	69 %	67
Canada	31 %	30

APAC

Singapour	30 %	33
Australie	25 %	28
Hong Kong SAR	19 %	21
Chine	10 %	11
Japon	10 %	11
Nouvelle-Zélande	2 %	2
Émirats arabes unis	2 %	2



En avril et mai 2021, CoreData Research, mandaté par BNP Paribas Securities Services, a recueilli les réponses de 356 investisseurs institutionnels et gestionnaires d'actifs détenant des actifs sous gestion estimés à 11 300 milliards de dollars américains et issus de 19 pays répartis sur trois régions. L'enquête quantitative a été réalisée en ligne et les résultats ont été étayés par un exercice qualitatif réalisé via des entretiens approfondis.

GLOSSAIRE

Analyse de l'importance relative des facteurs ESG

Processus d'identification, d'évaluation et d'intégration des enjeux environnementaux, sociaux, de gouvernance et émergents dans le processus de recherche d'investissement, de construction du portefeuille ou de sélection des actifs.

Émissions carbone totales

Les émissions absolues de gaz à effet de serre associées à un portefeuille, exprimées en tonnes de CO₂e (équivalent dioxyde de carbone). Cette définition est conforme à celle du groupe de travail sur les informations financières liées au climat (Task Force on Climate-Related Financial Disclosures, TCFD).

Engagement

Interactions entre un investisseur (ou un prestataire de services d'engagement) et des candidats à l'investissement potentiels/actuels (par exemple des entreprises), menées dans le but d'améliorer la pratique sur un sujet ESG, de modifier un résultat en matière de durabilité ou d'améliorer la communication publique. Il est également possible de s'engager auprès de parties prenantes non émettrices, telles que des décideurs politiques ou des agences de normalisation.

Facteurs ESG

Enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance identifiés ou évalués dans les processus d'investissement responsable.

Filtrage

L'application de filtres à des listes de titres, d'émetteurs, d'investissements ou de secteurs potentiels afin d'intégrer/d'exclure des investissements en fonction des préférences de l'investisseur, telles que l'éthique et les valeurs, et/ou des mesures d'investissement, telles que l'évaluation des risques.

Filtrage négatif/exclusions/filtrage d'exclusion négatif

Exclusion de certains secteurs, entreprises ou projets en raison de leur faible performance ESG par rapport à leurs pairs du secteur ou sur la base de critères ESG spécifiques (par exemple éviter des produits, services ou pratiques commerciales particuliers).

Filtrage positif/de type « best in class »

L'investissement dans des secteurs, des entreprises ou des projets retenus pour leur performance ESG positive par rapport à leurs pairs du secteur.

Indice ESG/Indice de référence ESG

Indice ou indice de référence intégrant des considérations ESG dans la sélection ou la pondération de ses titres.

Intégration ESG

Le processus d'intégration des facteurs ESG dans l'analyse et les décisions d'investissement afin de mieux gérer les risques et d'améliorer les rendements.

Intensité carbone

Volume d'émissions de carbone par million de dollars de chiffre d'affaires (efficacité carbone d'un portefeuille), exprimé en tonnes de CO₂e (équivalent dioxyde de carbone)/million de dollars de chiffre d'affaires. Cette définition est conforme à celle du groupe de travail sur les informations financières liées au climat (Task Force on Climate-Related Financial Disclosures, TCFD).

Investissement thématique

L'identification et l'allocation de capitaux à des thèmes ou à des actifs liés à certains résultats environnementaux ou sociaux, tels que l'énergie propre, l'efficacité énergétique ou l'agriculture durable.

Obligation verte

Instrument obligataire dont le produit sera affecté exclusivement au financement ou au refinancement (en partie ou en totalité) de projets nouveaux et/ou existants qui contribuent à des objectifs environnementaux dans le cadre de quatre composantes clés (utilisation des fonds, processus d'évaluation et de sélection des projets, gestion des produits et reporting). Les objectifs environnementaux comprennent, par exemple, l'atténuation du changement climatique, l'adaptation au changement climatique, la préservation des ressources naturelles, la préservation de la biodiversité ainsi que la prévention et le contrôle de la pollution. Cette définition est conforme à celle de l'ICMA (International Capital Market Association).

Risque ESG

Un facteur ou un problème qui peut exposer un titre, un émetteur, un investissement ou une classe d'actifs à des changements inattendus dans ses perspectives financières, économiques, réputationnelles et juridiques actuelles et futures.

Risques liés au climat

Potentiels impacts négatifs du changement climatique sur une organisation. Les risques physiques liés au changement climatique peuvent être induits par des événements (aigus), tels que la gravité accrue des événements météorologiques extrêmes (cyclones, sécheresses, inondations et incendies, etc.). Ils peuvent également être liés à des changements à plus long terme (chroniques) des précipitations et des températures ainsi qu'à une variabilité accrue des modèles météorologiques, voire d'autres changements à long terme tels que l'élévation du niveau de la mer. Les risques liés au climat peuvent également être associés à la transition vers une économie mondiale à plus faibles émissions de carbone, dont les plus courants sont liés aux réglementations en la matière ainsi qu'aux actions juridiques, aux changements technologiques, aux réponses du marché et aux considérations liées à la réputation. Cette définition est conforme à celle du groupe de travail sur les informations financières liées au climat (Task Force on Climate-Related Financial Disclosures, TCFD).

Tendances ESG à long terme

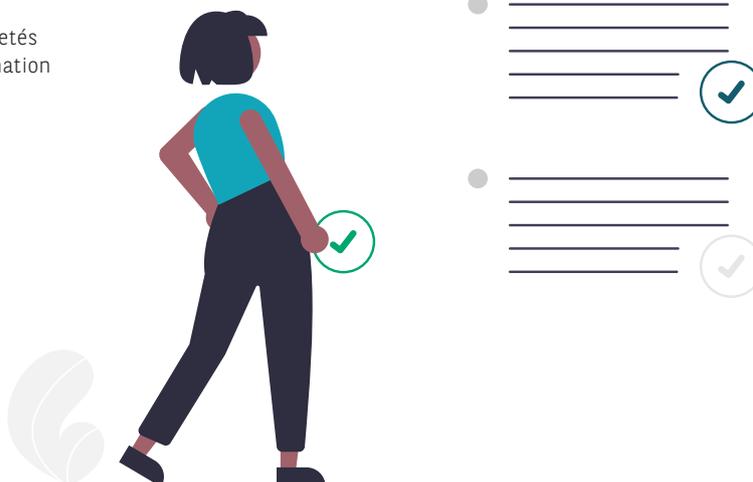
Enjeux ou conditions environnementales, sociales ou de gouvernance évoluant dans le temps.

Vote (par procuration)

Exercice des droits de vote sur les résolutions de la direction et/ou des actionnaires pour exprimer formellement leur approbation (ou leur désaccord) sur des sujets pertinents. En pratique, cela passe par la prise en charge de la manière dont les votes sont exprimés sur les sujets soulevés par la direction, ainsi que par la soumission de résolutions en tant qu'actionnaire au vote des autres actionnaires (dans les juridictions où cela est possible). Le vote peut se faire en personne, lors d'une Assemblée générale annuelle (AGA) ou par procuration.

«Zéro émission nette»

Situation dans laquelle les gaz à effet de serre rejetés dans l'atmosphère sont compensés par leur élimination hors de l'atmosphère.



NOUS SUIVRE



NOTRE SITE INTERNET

securities.cib.bnpparibas

Les informations, opinions et évaluations contenues dans le présent document (les informations) sont jugées fiables mais BNP Paribas Securities Services ne garantit ni leur exhaustivité ni leur exactitude. Ces informations sont émises par BNP Paribas Securities Services et peuvent être modifiées sans préavis. BNP Paribas Securities Services et ses filiales ne sauraient être tenus responsables de toute erreur, omission ou opinion contenue dans ce document. Ce document ne constitue ni une offre ni une sollicitation d'achat ou de vente d'un quelconque instrument financier. Afin d'éviter toute ambiguïté, toute information contenue dans le présent document ne saurait constituer un accord entre les parties. Des informations supplémentaires pourront être fournies sur demande.

BNP Paribas Securities Services est une entité de droit français enregistrée sous forme de société en commandite par actions, agréée et supervisée par la Banque Centrale Européenne et les régulateurs français (ACPR : Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, AMF : Autorité des Marchés Financiers).

Au Royaume-Uni, BNP Paribas Securities Services est agréé et réglementé par la Banque Centrale Européenne et l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution. BNP Paribas Securities Services est considéré comme étant agréé par la Prudential Regulatory Authority et bénéficiaire du régime de permission dit « variation of permission ». BNP Paribas Securities Services est assujéti à la réglementation de la Financial Conduct Authority et à certaines des règles de la Prudential Regulation Authority. Des informations sur le régime de permission temporaire, qui permet

aux sociétés établies dans l'Espace économique européen (EEE) d'opérer au Royaume-Uni pour une durée limitée, le temps de solliciter l'obtention d'un agrément complet, sont disponibles sur le site Internet de la Financial Conduct Authority. BNP Paribas Securities Services, succursale de Londres, est enregistrée au Royaume-Uni sous le numéro FC023666. Numéro d'établissement au Royaume-Uni : BR006393. Siège social au Royaume-Uni : 10 Harewood Avenue, London NW1 6AA.

Aux États-Unis, BNP Paribas Securities Services est une ligne métier de BNP Paribas, immatriculé en France sous la forme de société anonyme. Les services fournis par cette ligne métier, y compris les services décrits dans le présent document, s'ils sont offerts aux États-Unis, sont offerts par BNP Paribas, agissant par l'intermédiaire de sa succursale de New York (autorisée et agréée par le Department of Financial Services de l'État de New York) ou de BNP Paribas Financial Services LLC, une société anonyme constituée en vertu des lois de l'État du Delaware ; s'il s'agit d'un service titres, par BNP Paribas Securities Corp., une société de bourse enregistrée auprès du Securities and Exchange Commission, membre du SIPC et de la Financial Industry Regulatory Authority ; ou, s'il s'agit d'un produit lié à un contrat à terme par BNP Paribas Securities Corp., société inscrite en tant que Futures Commission Merchant auprès de la Commodities Futures Trading Commission et membre de la National Futures Association.

210913C_SFO_EE2021_BR_FR

Designed by **Studio401.**



BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change